

HAMBURG/DEN 22. OKTOBER 1921

WIRTSCHAFTSDIENST

DEUTSCHER VOLKSWIRT

HERAUSGEGEBEN VOM HAMBURGISCHEN WELT-WIRTSCHAFTS-ARCHIV

JAHRESPREIS BEI DER POST UND IM BUCHHANDEL 72 MARK :: IN KOMMISSION BEI OTTO MEISSNERS VERLAG/HAMBURG :: SCHRIFTFLEITUNG: HAMBURG 36/ROTHENBAUMCHAUSSEE 5

FERNSPRECHER HANSA 2447-51 UND ELBE 5052

VI. JAHRGANG

NR. 42

Das Loucheur-Rathenau-Abkommen

Das Abkommen, das am 6. Oktober von den Ministern Dr. Rathenau und Loucheur in Wiesbaden unterzeichnet worden ist, schafft den Rahmen für deutsche Wiederaufbaulieferungen an französische Geschädigte bis zum Betrage von sieben Milliarden Goldmark. Man wird in der Geschichte der Wirtschaft schwerlich ein Geschäft von gleicher „Größenordnung“, um uns eines Rathenauschen Lieblingswortes zu bedienen, auffinden können. Die Einzelheiten der Übereinkunft sind nicht unkompliziert. Bevor wir in ihre Besprechung eintreten, legen wir Wert darauf, den bisher in Deutschland noch nicht veröffentlichten Text des Abkommens in der für die Auslegung maßgebenden französischen Fassung unseren Lesern vorzulegen, damit sie instand gesetzt werden, sich selbst ein Urteil zu bilden und das unsrige zu vergleichen. Die Schriftleitung.

a) Protocole

Les gouvernements français et allemand, en vue de faciliter la reconstitution des Régions dévastées se sont mis d'accord pour approuver et observer les dispositions du memorandum ci-joint et de son annexe.

Il est stipulé qu'en cas de divergence entre les textes français et allemands du protocole, du memorandum et de son annexe, c'est le texte français qui fera foi.

En foi de quoi, les soussignés dûment autorisés par leurs gouvernements respectifs, ont signé le présent protocole et paraphé le memorandum sus-visé et son annexe.

(Signé): Loucheur.

(Signé): Rathenau.

b) Memorandum

Le gouvernement allemand a manifesté sa volonté expresse de collaborer à la reconstruction des Régions dévastées par des livraisons de matériel et de matériaux, dans la plus large mesure possible.

Le gouvernement français a pris note de cette déclaration, tout en faisant remarquer que la loi du 17 avril 1919, relative à la réparation des dommages de guerre, ne lui permet pas d'imposer aux sinistrés français un emploi déterminé de leurs fonds, et que, par suite, le présent memorandum ne saurait porter novation à la loi.

En conséquence, il a été convenu de ce qui suit:

1^o Il sera constitué, en Allemagne, un organisme de droit privé, chargé d'effectuer les livraisons de matériel et de

matériaux qui pourraient être demandées par les sinistrés français, constitués en groupements dans la forme que déterminera ultérieurement le gouvernement français.

L'annexe jointe au présent memorandum fixe les règles auxquelles ces organismes devront se conformer en ce qui concerne la fixation des prix et le mode de règlement des marchandises.

2^o Le gouvernement allemand expose que, dans le cas où, contrairement à la thèse qu'il a soutenue devant le Comité des garanties, la Commission des réparations déciderait que les livraisons effectuées en exécution des obligations contractées dans la Partie VIII du Traité de Versailles doivent être comprises parmi les exportations visées aux articles 4 et 7 de l'état des paiements, il ne lui sera possible d'exécuter les stipulations du présent memorandum et de son annexe que si les dispositions des articles 4 et 7 de l'état des paiements sont appliquées aux livraisons qui font l'objet dudit memorandum avec le tempérament suivant:

Le prélèvement de 26 % prévu à l'art. 4 et celui de 25 % que prévoit l'art. 7 ne seront effectués au cours d'une année quelconque pendant la période d'application du présent memorandum et de son annexe, que sur la valeur des livraisons portées la même année au crédit de l'Allemagne et au débit de la France.

Le montant du prélèvement ainsi suspendu sera versé par l'Allemagne chaque année à partir du 1er mai 1926, à raison de respectivement 26 % et 25 % des sommes portées à son crédit ladite année au titre desdites livraisons.

En d'autres termes, les livraisons effectuées en application des dispositions du présent memorandum, ne seront comprises chaque année dans le total des exportations allemandes, pour l'exécution des articles 4 et 7 de l'état des paiements, que jusqu'à concurrence de la somme créditée.

Cette question étant de la compétence exclusive de la Commission des réparations et du Comité des garanties devra leur être soumise par le gouvernement allemand; le gouvernement français appuiera auprès de ces deux organismes la demande du gouvernement allemand.

3^o Le gouvernement français proposera à l'acceptation de la Commission des réparations les autres dispositions du présent memorandum et de son annexe qui pourraient la concerner.

4^e Les prestations prévues aux annexes III, V et VI à la Partie VIII du Traité de Versailles continueront à être effectuées conformément à la procédure fixée par le traité.

Le gouvernement français déclare qu'il est disposé à accepter en ce qui le concerne, l'application de la procédure prévue au présent memorandum et à son annexe, par analogie avec les dispositions de l'article 8 de l'état des paiements, pour autant que cette procédure permettra d'assurer dans de bonnes conditions les livraisons de matériel et de matériaux demandés pour la reconstruction des Régions dévastées, et réserve faite des commandes fermes passées au titre de l'annexe IV avant la signature du présent document, qui continueront à s'exécuter conformément à la procédure de l'annexe IV.

Il se réserve toutefois de revenir à ladite procédure, s'il le juge utile, sous préavis d'un an; moyennant également un préavis d'un an qui ne pourra pas être notifié au gouvernement français avant le 1er mai 1923, le gouvernement allemand pourra dénoncer les arrangements intervenus en vertu du présent memorandum, en vue de revenir à la procédure de l'annexe IV et de l'art. 8 de l'état des paiements.

Dans le cas où, sur l'initiative de l'un ou l'autre gouvernement, il sera recouru à la procédure de l'annexe IV et de l'article 8 de l'état des paiements, le gouvernement allemand renonce à invoquer une prescription quelconque au point de vue de l'exécution de l'annexe IV, en raison des délais courus pendant la période d'application du présent memorandum.

Les dispositions de l'art. 8 de l'état des paiements qui ne concernent pas la restauration des Régions dévastées, ne sont pas touchées par le présent memorandum et son annexe.

5^e Le gouvernement français et le gouvernement allemand s'engagent à prendre les mesures nécessaires en vue d'exonérer les organismes dont la constitution est prévue par le paragraphe premier du présent memorandum, des droits de timbre et d'enregistrement, et en général de tous droits analogues qui pourraient éventuellement être exigibles à raison des actes qu'ils auront à passer entre eux en exécution de l'annexe ci-jointe.

6^e Le gouvernement français s'engage à prendre les dispositions nécessaires pour que les fournitures de matériel et de matériaux effectuées en exécution du présent memorandum et de son annexe ne soient appliquées qu'à la reconstitution des Régions dévastées.

7^e L'application, le cas échéant, du paragraphe 18 de l'annexe II à la Partie VIII du Traité de Versailles, ne pourra pas mettre obstacle à l'inscription au crédit de l'Allemagne, dans la forme prévue par l'art. 6 de l'annexe au présent memorandum des sommes dues par F. à A (1).

De même, les stocks de marchandises que l'organisme privé mentionné à l'article premier aurait approvisionnés en France, en vue de fournitures éventuelles et les fonds que cet organisme aurait constitués en France en vue de l'exécution des dispositions de l'annexe au présent memorandum ne pourront être saisis en vertu du paragraphe 18 précité.

c) Annexe au Memorandum

Entre F (1) d'une part

Et A d'autre part,

Il a été convenu ce qui suit;

Article premier.

A s'engage à faire à F, si ce dernier le lui demande, toutes livraisons de matériel et matériaux qui seront compatibles

avec les possibilités de production de l'Allemagne, avec les conditions de son approvisionnement en matières premières et avec ses nécessités intérieures autant que cela sera nécessaire au maintien de sa vie sociale et économique, et cela à dater de la signature du protocole auquel est annexé le présent contrat.

Toutefois, sont exclus du présent contrat les produits spécifiés aux Annexes III, V et VI à la Partie VIII du Traité de Versailles.

La valeur cumulée des prestations que l'Allemagne fournira à la France en exécution des Annexes III, V et VI, et des livraisons qui seront faites par A à F en exécution du présent contrat, n'excédera pas sept milliards de marks-or pendant la période du 1er octobre 1921 au 1er mai 1926.

Art. 2.

Il sera constitué, dès la signature du présent contrat, une Commission composée de trois membres, dont un Français et un Allemand, que F et A demanderont à leurs gouvernements respectifs de désigner, et d'une troisième personne choisie d'un commun accord par les deux gouvernements et dont le mandat sera limité à une durée d'un an. S'il n'y a pas accord sur le choix de cette troisième personne, la désignation en sera demandée au président en exercice de la Confédération helvétique. La Commission pourra s'adjoindre à titre consultatif tels experts qu'elle jugera utiles.

Les frais de la Commission et de ses services seront payés par A, mais débités à F à concurrence de 50 %.

La Commission arbitrerait toute contestation qui pourrait survenir entre les deux parties sur l'équitable possibilité pour A de satisfaire aux demandes de F, en tenant compte notamment des dispositions de l'article premier.

Elle statuera sur toutes questions de prix, dans les conditions fixées par les articles 4 et 5 du présent contrat.

Elle tranchera tous différends qui pourraient survenir entre F et A, relatifs notamment aux conditions de transport, de livraison et de réception, etc... et d'une manière générale à l'interprétation du présent contrat.

Les décisions de la Commission seront rendues à titre définitif.

Art. 3.

Les produits seront de qualité loyale et marchande, et conformes aux dispositions des cahiers des charges ayant servi de base aux commandes, préparés dans les conditions et sous les réserves stipulées aux articles premier et 3.

Sauf accords particuliers, les transports seront effectués par le mode de transport et suivant l'itinéraire qui seraient normalement adoptés comme les plus avantageux par l'expéditeur, si celui-ci avait à sa charge les frais de transport de bout en bout.

Les conditions de transport, livraison, réception, etc... seront conformes aux usages commerciaux.

Art. 4.

Les prix du matériel courant et des objets en série seront déterminés par la Commission d'arbitrage d'après les principes suivants; ils ne seront toutefois appliqués aux commandes de F à A que dans les cas où une entente directe ne serait pas intervenue entre les deux parties:

Pour chaque nature et qualité de produits, la Commission fixera tout d'abord l'équivalent en marks-or du prix français d'avant-guerre (premier semestre 1914), au pair de 1 fr. 235 pour 1 mark-or.

Elle déterminera ensuite, au début de chaque trimestre du calendrier et pour le trimestre, un coefficient applicable auxdites

(1) F représente la collectivité des sinistrés français, A représente l'organisme de droit privé allemand prévu au paragraphe premier du memorandum.

nature et qualité de produits et qui pourra varier d'une nature ou qualité de produit à l'autre. Ce coefficient sera tel qu'en l'applicant aux prix en marks-or définis au paragraphe précédent, et en convertissant en francs le résultat obtenu, on obtienne une valeur égale aux prix normalement pratiqués à l'origine du trimestre, sur le marché intérieur français, pour les produits de nature et de qualité analogues, sous déduction: a) des droits de douane, b) des frais de transport.

La conversion en francs pour ce dernier calcul sera faite sur la base de la moyenne des cours officiels du dollar-or à la Bourse de Paris, pendant les quinze jours précédant l'origine du trimestre.

Les droits de douane à déduire seront déterminés en multipliant par le coefficient visé ci-dessus, les droits applicables en France, à la date du 1er juillet 1914 à la nature et qualité du produit envisagé, en provenance d'Allemagne. Toutefois, la déduction ne devra pas dépasser le montant des droits en vigueur à l'origine du trimestre, pour la marchandise envisagée en provenance d'Allemagne.

Les frais de transport à déduire seront établis forfaitairement sur la base des tarifs normalement appliqués sur les chemins de fer à l'origine du trimestre, et pour la distance Aix-la-Chapelle-Saint-Quentin.

Les prix en marks-or, résultant de l'application aux prix en marks-or de 1914 des coefficients déterminés comme il vient d'être dit, s'entendent gare frontière germano-belge ou franco-allemande, ou port du nord de la France, jusques et y compris les ports de l'estuaire de la Seine.

Ils vaudront pour toutes les commandes passées au cours du trimestre pour lequel ils auront été établis.

Leur révision pour chaque trimestre sera effectuée en temps utile, et de manière à ne pas retarder la passation des commandes.

La première série de prix sera autant que possible établie avant de 1er octobre 1921, pour être appliquée aux commandes du dernier trimestre 1921; elle pourra être complétée rétroactivement s'il est nécessaire.

Dans le cas où les prix déterminés comme ci-dessus seraient inférieurs de plus de 5 % aux prix pratiqués en Allemagne pour les mêmes produits, A aurait le droit de ne pas effectuer la livraison demandée. Toutefois, dans les espèces qui lui seront soumises par F, la Commission mentionnée à l'art. 2 décidera si les produits demandés ne peuvent être effectivement obtenus en Allemagne qu'à des prix supérieurs de plus de 5 % à ceux qui auront été arrêtés dans les conditions fixées par le présent article. Il est en outre stipulé que la valeur des fournitures dont le prix serait ainsi inférieur aux prix pratiqués en Allemagne, ne pourra dépasser cinq pour cent de la valeur des livraisons effectuées pendant l'année considérée.

Art. 5.

Les prix du matériel spécial, tel que machines ou installations industrielles, seront convenus par entente directe entre les demandeurs et les fournisseurs.

Dans le cas où, en ce qui concerne tel matériel spécial qui, en application de l'Annexe IV, aurait été compris dans les listes remises à l'Allemagne, l'entente directe ci-dessus n'aura pas été réalisée, le gouvernement français pourra réclamer la livraison par l'intermédiaire de la Commission des réparations, conformément à la procédure de l'Annexe IV.

Art. 6.

A déclare connaître les dispositions de l'état des paiements notifiées au gouvernement allemand par la Commission des réparations, le 5 mai 1921, et accepte de se considérer, sur avis

de F, comme payé à due concurrence et à valoir sur les remboursements de l'année correspondante, par l'inscription d'une somme quelconque au crédit de l'Allemagne et au débit de la France dans les comptes de la Commission des réparations. Dans ce cas, la simple notification faite par la Commission des réparations au gouvernement allemand de l'inscription au crédit de l'Allemagne de la somme visée vaudra décharge de F par rapport à A, due concurrence.

Art. 7.

Le règlement des livraisons faites par F à A sera effectué dans les conditions suivantes:

1° F donnera crédit à A d'un montant égal à 35 % de la valeur de celles effectuées au cours d'un mois dans la forme prévue à l'art. 6 ci-dessus, sous réserve des dispositions des paragraphes 3° du présent article et de l'art. 11 ci-après;

2° Si au cours d'une année quelconque, à partir du 1er mai 1922, la valeur des livraisons effectuées par A à F, en vertu des dispositions du présent contrat, est inférieure à un milliard de marks-or, le pourcentage prévu au 1° ci-dessus, des crédits à donner par F à A, sera élevé à 45 %.

3° Le total cumulé des crédits annuels ainsi donnés et des crédits annuels donnés par le gouvernement français, en contre-partie des prestations reçues par la France au titre des Annexes III, V et VI à la Partie VIII du Traité de Versailles, ne dépassera pas un milliard de mark-or.

Si la valeur des prestations reçues par la France en exécution des Annexes III, V et VI du Traité, atteint ou dépasse un milliard de marks-or, au cours d'une année quelconque entre le 1er mai 1921 et le 1er mai 1926, aucun crédit ne devra être donné pendant l'année correspondante, par F à A, au titre des livraisons faites par ce dernier;

4° Les sommes dues par F porteront intérêt simple à 5 % l'an à partir du début du mois qui suivra celui de la livraison; la partie de ces sommes pour lesquelles le règlement prévu par les paragraphes 1° et 2° ci-dessus n'aurait pas été effectué sera remboursable par F, dans les conditions fixées par les articles 8 à 11 ci-après, à partir du 1er mai 1926, et à raison de 10 % par an, plus les intérêts simples échus chaque année;

5° Les livraisons qui, nonobstant les dispositions de l'article premier, auraient été effectuées entre le 1er octobre 1921 et le 1er mai 1926 au delà d'une valeur totale de sept milliards de marks-or, seront, dans le délai de trois mois, à partir du 1er mai 1926, payées à A dans la forme prévue à l'art. 6 ci-dessus.

Art. 8.

L'addition de la valeur des prestations en nature et des crédits qui seront données par F à A dans la forme prévue à l'art. 6 ne devra pas dépasser un milliard de marks-or par an.

La réserve inscrite à l'art. 11 s'applique au paragraphe ci-dessus.

Art. 9.

Le 1er mai 1936, on fera le compte des sommes restant dues à A, en raison des livraisons en nature effectuées depuis le 1er octobre 1921, pour lesquelles il ne lui aura pas été donné crédit; le solde sera remboursé à A, avec les intérêts composés à 5 %, en quatre semestrialités, les 30 juin et 31 décembre 1936, les 30 juin et 31 décembre 1937, sous réserve des dispositions de l'art. 11 ci-après.

Art. 10.

Le compte débit de A portera intérêts simples à 5 % l'an comme son compte crédit.

Dans le cas où des règlements auraient été effectués par F en excédent des limites fixées aux articles 7, 8 et 11, l'excédent sera déduit des règlements à effectuer par F à A au cours de l'année suivante.

Au cas où la valeur à mettre en compte en vertu des dispositions du présent contrat pour les livraisons effectuées au cours d'une année quelconque entre le 1er mai 1926 et le 1er mai 1936, cumulée avec les annuités de remboursement à payer pendant la même période, atteindrait un montant supérieur à un milliard de marks-or, l'excédent sera reporté successivement sur chacune des années suivantes et réglé au cours de ces années dans la mesure où la valeur à mettre en compte pour les livraisons effectuées pendant l'une d'elles, cumulée avec l'annuité due, serait inférieure à un milliard.

Les dispositions ci-dessus sont soumises toutefois à la réserve inscrite à l'art. 11 ci-après.

Art. 11.

Les règlements que F devra effectuer chaque année à A en application du présent contrat, ne dépasseront jamais un montant tel qu'en ajoutant ce montant aux règlements faits la même année par le gouvernement français, en contrepartie des prestations reçues par la France au titre des Annexes III, V et VI à la Partie VIII du Traité de Versailles, on obtienne un total supérieur à la part de la France (52 %) dans les versements effectués par l'Allemagne ou à son profit ladite année, en paiement de sa dette de l'année, tel que la définit l'art. 4 de l'état des paiements.

A partir du 1er mai 1936. A pourra ne pas effectuer les nouvelles livraisons qui lui seront demandées par F; dans le cas où l'exécution de ces livraisons aurait pour effet de porter le crédit dû par F à A à un montant dépassant pour une année la limite fixée par le présent article.

Art. 12.

F pourra à tout moment se libérer par anticipation.

d) Lettre de M. Loucheur
A. M. Rathenau

Wiesbaden, le 7 octobre 1921.

Monsieur le Ministre,

Comme nous l'avons convenu, je vous confirme qu'à la suite de la signature du protocole de l'accord en date du 7 octobre 1921, il est nécessaire d'apporter l'adjonction suivante à l'article 7 1^o *in fine* de l'Annexe au memorandum approuvé par protocole du 6 octobre 1921:

„Pendant les cinq premières années à dater de la mise en vigueur du présent contrat, F donnera crédit à A de la valeur intégrale des premières livraisons effectuées au cours d'une année quelconque, dans la forme prévue à l'article 6, jusqu'à concurrence d'un montant de 32 millions de marks-or.“

Veillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de ma haute considération.

Signé: Loucheur.

Zur Wirtschaftslage der deutschen Müllerei I.

Mit dem 15. 7., dem Tage der Einführung einer teilweisen Handelsfreiheit, und dem 15. 8., dem Tage der Absatzfreiheit für alle Erzeugnisse aus Brotgetreide, soweit dieses nicht für die Umlage in Anspruch genommen ist, hat für Mühlengewerbe und Industrie ein neuer Abschnitt begonnen. Damit hat das risiko- und konkurrenzfreie Geschäft der Kriegswirtschaft zum guten Teile ein Ende gefunden. — Da die einzelnen Kategorien der Mühlen von diesem Umschwung in recht verschiedener Weise betroffen werden, ist es notwendig, die Wirkungen der Neuregelung auf diese gesondert zu behandeln.

Die Lage der Kundenmüllerei vor dem Kriege war durch die langsame aber stetige Abnahme ihrer Geschäftsmöglichkeiten charakterisiert. Diese hatte ihren Ursprung in der Verdrängung der dörflichen eigenen Brotbereitung durch die Bäckerei, so daß den Mühlen mehr und mehr nur noch die Schrotarbeit blieb, — selbst diese aber wurde ihr durch Eigenerzeugung der Landwirtschaft streitig gemacht.

Während des Krieges trat bis zu einem gewissen Grade eine entgegengesetzte Wirkung hervor. Hier, ebenso wie in der Landwirtschaft, waren gerade die kleinsten, mit eigenem Personal und ohne große Inventarien arbeitenden Betriebe durch die Verhältnisse begünstigt. Mehr oder weniger waren alle diese Kundenmühlen am Schleichhandel, an der Schwarz-müllerei (wo bekannterweise weißes Mehl gemahlen wurde!) beteiligt, und wenn einesteils ihre Wirtschaftslage hier mit Rücksicht auf behördliche Eingriffe, Strafen und Schließungen, bedroht war, so war doch andererseits durch Nebengeschäfte, durch die Sicherheit des ihnen behördlich zugewiesenen Kundestammes und zum Teil auch durch die Zuteilung von Mahlaufträgen durch die Kommunalverbände ihre Lage um so besser.

Die Neuregelung der Verhältnisse berührt diese Mühlen zunächst am wenigsten. Noch geht das Kundengeschäft, an das sich während des Krieges weite Bevölkerungskreise neu gewöhnt haben, gut — noch macht es sich nicht geltend, daß die Handelsmühlen dem Verbraucher durch den kleinen Mehlhandel und den Bäcker bessere Qualitäten liefern können. Das wird erst nach dem völligen Aufhören des Unterschiedes zwischen Selbstversorgern und Brotkartenberechtigten eintreten, und dann ist vorauszusehen, daß die Kundenmüllerei wieder mehr und mehr zurückgeht und schließlich ausstirbt, — zumal ihr auf dem anderen Feld ihrer Tätigkeit, der Schrotterei, in den Schrotmühlen der Landwirtschaft eine ernsthafte Gegnerschaft erwachsen ist. Deren Ausbreitung als Mittel zur Durchbrechung der behördlichen Vorschriften während der Kriegswirtschaft ist durch die Elektrifizierung des flachen Landes ganz wesentlich begünstigt worden.

Für die Handelsmüllerei, die von der kleinen Klippmühle mit einigen wenigen Säcken Tagesverkauf an Mehl bis zu der modernen Riesenmühle mit einigen 100 Tonnen Tagesleistung alle Größenklassen umfaßt, ist es schwer, ein Einteilungsschema zu finden, das die Unterschiede hervorhebt, ohne den Tatsachen Zwang anzutun.

Man wird aber, ohne unzulässige Vereinfachung, doch zwei Hauptgruppen unterscheiden können. Hiervon umfaßt die eine die, meist in privater Hand befindlichen mittleren und kleineren Handelsmühlen mit vorwiegend örtlichem Absatz, — d. h. ihr Markt liegt entweder dicht um die Mühle oder aus irgendwelchen mehr historischen Gründen in einem entfernteren Bedarfsgebiet, wo die einzelne Firma etwa von früher her gut eingeführt ist und über eine feste Kundschaft verfügt. Direkter Fuhrverkehr und einzelne Waggonladungen bewirken

den Transport, soweit nicht die Geschäfte über den kleinen ortangesessenen Mehlhandel laufen.

Ohne scharfe Grenze bilden zahlreiche Betriebe einen Übergang von dieser Klasse in jene der ausgesprochenen Großmühlen. Diese bestehen zum guten Teil in der Form von Gesellschaften, sie sind entweder Hauptversorger einer Großstadt oder sie arbeiten über weite Gebiete hin mit ihren Vertretern.

Beide Klassen von Handelsmühlen hatten während der Kriegszeit ein zwar beschränktes aber im allgemeinen doch recht zufriedenstellendes Geschäft, das besonders dadurch ausgezeichnet war, daß der Hauptteil ihrer Produktionsfähigkeit durch Lohnmüllerei für öffentliche Rechnung — die Reichsgetreidestelle und Kommunalverbände — in Anspruch genommen war. Allerdings war dieses risikofreie Geschäft mitunter, innerhalb des einzelnen Erntejahres für die einzelne Mühle, wenig gleichmäßig, und nur ihrer Lage nach bevorzugte Mühlen konnten eine lückenlose Beschäftigungsdauer erreichen.

Fast alle ausgesprochenen Großmühlen, daneben eine Reihe kleinerer Handelsmühlen, die Initiative genug besaßen, waren in der Lage, eigentliche Kriegsgeschäfte zu machen — etwa durch Herstellung von Haferprodukten, Suppenmehlen und dergleichen — und dadurch auch Kriegsgewinne einzuheimsen. Im übrigen aber war das Geschäft wenig lukrativ — dafür freilich im Durchschnitt der Zeit um so sicherer.

Nunmehr, seit Beginn der neuen Getreidewirtschaft, bilden die Mahlaufträge für öffentliche Hand, in denen die Umlagemengen verarbeitet werden, den sicheren Grundstoff der Beschäftigung für die Mühlen, — eine Basis, die im Einzelfall natürlich von verschiedener Ausdehnung ist, die aber dem Geschäft immerhin eine willkommene Stabilität verleiht, und auf der sich nun das Geschäft an handelsfreiem Getreide aufbauen kann. Die Mühlen waren schon während der letzten Jahre trotz aller für die Öffentlichkeit bestimmten und zum Teil wegen der Starrheit des bürokratischen Systems berechtigten Klagen mit der zwangswirtschaftlichen Regelung ganz zufrieden — und konnten es auch sein, wie die Dividendenausüttungen der Mühlengesellschaften zur Genüge beweisen. So haben sich auch in den Monaten Mai und Juni, während der Vorbereitung der Gesetzentwürfe über die Umlagewirtschaft, nur wenige Stimmen aus Mühlenkreisen gegen diese hören lassen. Jetzt erkennt man dort überall wo man ehrlich ist, gerne an, daß die getroffene Regelung einen Segen sowohl für die Verbraucherschaft als auch für die Müllerei bedeutet. Nur wenigen, besonders kapitalstarken Mühlen würde die völlige Freigabe erwünscht sein — die große Mehrzahl würde sich außerstande sehen, die Möglichkeiten des freien Marktes voll auszunutzen, da es selbst heute schon, bei relativ geringfügigen Mengen an handelsfreiem Getreide, an Kapital mangelt. Namhafte Erhöhungen des Aktienkapitals haben bei allen Aktienmühlen stattgefunden oder sind wenigstens in Vorbereitung. Alle anderen Betriebe treten vorläufig notgedrungen kurz. Auch entsprechen die Absatzmöglichkeiten bis jetzt nicht ganz den Erwartungen. In Roggenmehl liegt das Geschäft dauernd still, da durch das Umlagebrot die Wünsche der Bevölkerung in der Hauptsache gedeckt sind und die große Menge der landwirtschaftlichen Bevölkerung, die hier Hauptkonsument ist, den Bedarf durch Lohnmüllerei deckt. Es kommt hinzu, daß die Preise für Roggen relativ hoch sind, da die gesetzlichen Bestimmungen der Umlagewirtschaft dem Ablieferungspflichtigen die Möglichkeit offen lassen, seinen Weizen auf dem freien Markt unterzubringen und dafür Roggen, den er dort einkauft, auf das Umlagesoll abzuliefern, was einen gewissen Gewinn bringt.

Wie schon vor dem Krieg, beruht das Hauptgeschäft auf Weizen und Weizenmehl. Hier haben wir die höchst bemerkenswerte Entwicklung gehabt, daß der Weizenpreis bald nach Freigabe des Handels sich „über den Weltmarktpreis“ stellte. (Man darf hier allerdings nicht nach den Börsennotierungen allein urteilen — hiernach blieb der Cifpreis für Auslandsweizen, auf den doch noch Spesen kommen, in der Regel über den Inlandspreisen —, sondern man muß in Betracht ziehen, daß die ausländische Ware, als bessere Qualität, die zum Verschnitt der einheimischen Mehle notwendig ist, z. T. auch wegen ihrer größeren Ergiebigkeit, höher zu bewerten ist.) Diese Preisgestaltung, daneben vielleicht die Durchbrechung unserer Einfuhrsperre durch die Einfuhrgenehmigungen der Emser Kommission, gab die Anregung zur Freigabe der Einfuhr von Auslandsgetreide, welche vorher in der Hand der Einfuhrgesellschaft konzentriert war. Dadurch sanken zunächst die Inlandspreise. Im weiteren Verlauf stiegen sie freilich, beeinflusst durch die Verhältnisse auf dem Devisenmarkt, langsam und stetig. Vielleicht trug hierzu auch die Vergrößerung des Absatzes bei, die sich mittlerweile ergeben hat.

Wenn schon einestils die Kapitalknappheit für die Mühlen keine reine Freude am freien Geschäft aufkommen läßt, so wirken eine Reihe anderer Dinge dahin, daß sie — trotz der teilweisen Sicherung durch die Lohnarbeit für die staatlichen Körperschaften — mit einiger Besorgnis in die Zukunft sehen müssen. Die Vorkriegsverhältnisse machen sich wieder bedrohlich geltend. Es wird gut sein, einmal daran zu erinnern, daß die gelobte Zeit vor 1914 für eine ganze große Reihe Wirtschaftender durchaus nicht jenes Eldorado darstellte, wie es heute dem zurückblickenden Betrachter zu erscheinen pflegt. Da sich wohl die wenigsten meiner Leser ein Bild von den Schwierigkeiten machen können, unter denen die Mühlen damals arbeiteten, wird es gut sein, diese in ein paar Worten darzustellen.

Das Mißverhältnis zwischen der technischen Leistungsfähigkeit der Mühlen und dem tatsächlichen Bedarf, das sich während der letzten Jahre durch Neu- und Ausbauten noch verschlechtert hat — (in noch stärkerem Maße hat sich durch den Wegfall der Ostprovinzen das Verhältnis zwischen einheimischer Ernte und Mühlenkapazität verschoben!) — bewirkte einen außerordentlich heftigen Konkurrenzkampf aller gegen alle. Die Handelsmühle kleinster Ausprägung, in einem örtlich beschränkten Markt (vielleicht abseits vom Verkehr in landwirtschaftlich reichem Bezirk, im Überschußgebiet, gelegen) mit eigenen Arbeitskräften, konnte hier noch am besten standhalten. Ganz schlecht aber war die Lage der mittelgroßen Mühlen, die auf fremde Arbeitskräfte angewiesen, andererseits aber durch Kapitalmangel nicht imstande waren, ihren Betrieb restlos automatisch auszubauen. Sie waren auch nicht technisch dermaßen vollkommen eingerichtet, wie die somit billiger arbeitenden Großmühlen, die alle Vorteile der Massenproduktion (zumal in günstiger Verkehrslage, Anschlußgleisen und Schiffsverkehr) ausnützen konnten und mit denen es die Konkurrenz auf entfernteren Märkten auszufechten galt. Solche Betriebe waren Bäckern und Mehlhändlern gleichsam auf Gnade und Ungnade in die Hand gegeben. Das Ringen um die Befestigung des Absatzes wuchs sich in zahlreichen Fällen zu höchst unwirtschaftlichen und teilweise entwürdigenden Formen aus. Bekannt sind die zahlreichen Phantasiebenennungen, mit denen die Feinheit der Mehle belegt werden sollte; weniger bekannt ist das System der Kreditgewährungen, Skonti, Rabatte, Rückvergütungen, Geschenke, mit denen man die Kundschaft zu ködern und festzuhalten versuchte, weniger bekannt ist auch die Überlastung

des Geschäfts mit den Spesen für die Absatzorganisation. Leicht war es damals möglich, daß der Bankrott eines Bäckers, dessen Geschäftsführung durch die Kreditierung seiner Einkäufe oft ganz sonderbare Formen annehmen konnte, eine oder mehrere der mit geringster Gewinnrate arbeitenden Mühlen mit in den Ruin brachte. Nur die Großmühlen, freilich auch nur mit geringstem Gewinn arbeitend, hielten in dem Kampf einigermaßen stand und konnten im allgemeinen langsam, aber sicher ihren Geschäftskreis erweitern, ohne daran je eine rechte Freude zu haben.

Diese langsame und unerbittliche Vernichtung des „Mühlengewerbes“ durch die „Mühlenindustrie“ ist ja bekannt. Man tut gut, hier die Dinge ruhig als das anzusehen, was sie sind: als die notwendigste Folge der Überproduktion und der stärkeren Stellung des nach Verkehrstechnik, Qualitätsherstellung und maschinellen Ausbau leistungsfähigerem Großbetriebs — und sich von den Phrasen über Großkapitalismus, Macht des

Handelskapitals, Mittelstandsfeindlichkeit und anderen dieser Art freizuhalten, die naturgemäß auch in Müllerkreisen eine große Nachbeterschaft gefunden haben.

Die deutsche Müllerei hat diese Zustände der Vorkriegszeit in noch zu frischer Erinnerung, um sie nicht für die Zukunft ängstlich zu scheuen, und sie hat die Vorzüge des risiko- und konkurrenzfreien Geschäfts während der Kriegswirtschaft, trotz aller Beengungen, die diese mit sich brachte, so zu schätzen gewußt, daß der Gedanke, durch freiwilligen Zusammenschluß diese Vorteile sich zu erhalten, allzutiefst wurzelt, als daß er durch die Tendenzen der kapitalstarken Großbetriebe und eines Teils von Müllern, die auf den Handel, die Spekulation fanatisch eingeschworen sind, für die nächste Zeit wieder (wie schon so manchmal in früheren Jahren ähnliche Bestrebungen) in den Hintergrund geschoben werden könnte. Darüber wird noch einiges in einem zweiten Aufsatz zu sagen sein.

Dr. Erwin Topf

Deutsch-Österreich

Nochmals der Völkerbundsplan — Wilde Hausse der fremden Zahlungsmittel — Dennoch Konsolidierung der Wirtschaftslage — Erfolg der Ersten Wiener Messe

Wien, Anfang Oktober 1921.

Seit nahezu einem halben Jahr ist das wirtschaftliche Schicksal Deutsch-Österreichs mit einer Aufbauaktion verknüpft, die im April der Völkerbund im Auftrage des Obersten Rates eingeleitet hat. Die Grundzüge des Völkerbundsplanes sind an dieser Stelle kritisch dargestellt worden.¹⁾ Wir sind schon damals zu dem Ergebnis gekommen, daß die Durchführung des Völkerbundsplanes unwahrscheinlich ist, und wenn sie dennoch erfolgte, wirkungslos, wenn nicht schädlich sein würde. Für das Bewußtsein der deutsch-österreichischen Öffentlichkeit hat dieser Plan sehr bald seinen Charakter geändert. Man hatte nur mehr den großen Auslandskredit im Auge, den der Völkerbund in Aussicht gestellt hatte, und vergaß, daß er ein anderes größeres Ziel verfolgte: In Deutsch-Österreich sofort die Notenpresse zum Stillstand zu bringen, indem durch Auslandskredite und scharfe Steuermaßnahmen das Defizit schon für das laufende Finanzjahr auf 17 Milliarden herabgedrückt werden sollte, die durch eine innere Anleihe zu decken gewesen wären. Damit wäre die Grundlage für eine Stabilisierung und langsame Hebung des Kronenkurses gegeben gewesen, von der aus eine neue, zur Hälfte mit ausländischem Kapital zu gründende Notenbank möglichst bald den Übergang zu einer neuen vollwertigen Währung vollziehen sollte. Wenn dieser Plan jemals zu verwirklichen war, so hätte seine Durchführung unverzüglich in Angriff genommen werden müssen. Denn mindestens so wichtig wie die unmittelbare Kredithilfe war die Stärkung des Vertrauens in Deutsch-Österreich selbst, wie die entsprechende Einstellung der internationalen Devisenspekulation. Die Wiener Regierung erfüllte die übernommenen Verpflichtungen. Was zur Hebung der Einnahmen mit den Völkerbundsdelegierten vereinbart worden war, wurde vom Parlament bewilligt, Eisenbahntarife, Post-, Fernsprech- und Telegrammgebühren, Tabakpreise, Salzpreise verdoppelt, und zur Verminderung der Lebensmittelzuschüsse ein Brotstaffelungsgesetz beschlossen. Aber bald zeigte sich, daß man den Ernst der ganzen Aktion überschätzt hatte. Die drei Delegierten des Völkerbundes, die man in Wien als bevollmächtigte Unterhändler betrachtet hatte, waren in Wirklichkeit nur Sachverständige. Sie legten ihre Gutachten und Vorschläge vor, aber damit war auch die Grenze

ihrer Macht erreicht. Es ergaben sich bald unerwartete politische Schwierigkeiten. Die Kreditgewährung war an die Bedingung geknüpft, daß die Alliierten auf ihr Pfandrecht an den österreichischen Aktiven verzichten. Denn Zölle, Tabak und Staatsforste sollten neben einer allgemeinen Hypothek auf den gesamten öffentlichen und privaten Grundbesitz als Pfand für die zu beschaffende Auslandsanleihe dienen. Zunächst weigerte sich Italien auf sein Pfandrecht zu verzichten, obwohl es in London bei der Beschlußfassung des Obersten Rates über die Völkerbundaktion im März vertreten gewesen war. Dem italienischen Beispiel schlossen sich Rumänien und Jugoslawien an. Nach langem Verhandeln war schließlich Italien zu dem Verzicht bereit, nun stand aber noch die Verzichtserklärung Amerikas aus. Amerika macht keine sachlichen Schwierigkeiten, aber der Kongreß soll die betreffende Bill erst dieser Tage in Beratung ziehen, und wann er sie erledigt, ist bei der Schwerfälligkeit des amerikanischen Gesetzgebungsapparates nicht vorherzusehen. In der Zwischenzeit hätten Vorschüsse von etwa 5 Mill. Pfund eine Verschlechterung der finanziellen Lage Deutsch-Österreichs verhindern sollen. Aber die Londoner und neutralen Finanzkreise, die für die Kreditgewährung in Betracht kommen, verlangten auch für die Vorschüsse schon Sicherheiten, die ohne den amerikanischen Verzicht nicht zu schaffen waren. Schließlich begab sich vor einigen Wochen Finanzminister Dr. Grimm selbst auf Einladung des Völkerbundes nach London, Paris und Genf, um die Aktion zu betreiben und wenigstens einen Vorschuß auf den Vorschuß zu erhalten. Aber nach wochenlangem weiteren Harren sind nun endlich ganze — 500 000 Pfund flüssig gemacht! In der Zwischenzeit aber ist das schwache Fundament, auf dem der ganze Völkerbund aufgebaut gewesen war, zusammengestürzt. Seitdem die Völkerbundsdelegierten Wien verlassen haben, also seit Mitte April, ist der Kronenkurs in Zürich von 1,70 auf 0,32 zurückgegangen und dementsprechend in Wien eine wilde Hausse der fremden Zahlungsmittel eingetreten, die an Umfang und Tempo alle derartigen Bewegungen in den letzten Jahren hinter sich gelassen haben.

Es notierten in Wien:

	am 15. 4.	am 30. 9.
Dollar	634,—	2518,—
ösl. Krone	8,75	26,40
Reichsmark	10,10	21,77
Pfund Sterling	2500,—	9460,—
schweiz. Frank.	110,—	440,—

¹⁾ Vgl. „W.-D.“ Nr. 29

Damit sind alle Voraussetzungen umgestoßen, auf die im Frühjahr der Sanierungsplan aufgebaut worden war. Schon vor dem letzten katastrophalen Kurssturz der Krone hatte sich der Versuch einer Einnahmenerhöhung als Schlag ins Wasser erwiesen. Kaum waren die erhöhten Tarife und Monopolpreise in Kraft, als Lohn- und Gehaltsforderungen der öffentlichen Angestellten befriedigt werden mußten, die den Gesamtertrag dieser Maßnahme aufzehrten. Aber in den letzten Wochen hat die Ausgabenentwicklung überhaupt jeden Halt verloren. Hatte die Regierung bei einem Züricher Kurs von 1 zu Brot und Mehl 26 Milliarden zugeschossen, so sind diese Zuschüsse seither auf das Doppelte oder Dreifache gestiegen. Die Staatsangestellten haben die 50 % Erhöhung auf ihre Gesamtbezüge durchgesetzt, die wieder an zwei Dutzend Milliarden kosten wird, und niemand weiß, ob sich nicht schon in ein paar Wochen die Gehaltsforderungen wiederholen, denen die öffentliche Meinung angesichts der wahnsinnigen Preisentwicklung auch nicht widersprechen könnte, wenn nicht die Macht der Organisation groß genug wäre, ihre Forderungen selbst gegen den Widerspruch der öffentlichen Meinung durchzusetzen. Unter diesen Umständen hat das Defizit wahrscheinlich die hundert Milliarden bereits überschritten und eine Wiederholung der mechanischen Vervielfachung der gleitenden Abgabensätze würde nur dieselben Folgen haben wie zu Beginn des Sommers. Statt daß die Notenpresse, wie es das Völkerbundkomitee geplant hatte, stillgelegt würde, beschleunigt sie ihre Tätigkeit täglich mehr — es werden jetzt allwöchentlich über 2 Milliarden gedruckt — und während sich die mit so großem Tamtam angedeutete Aktion auf einen Vorschuß von 500 000 Pfund reduziert, sind kostbare Monate verstrichen, in denen das Gemeinwesen wieder ein furchtbar steiles Stück auf der abschüssigen Bahn zum Abgrund hinabgeglitten ist. Straßendemonstrationen vor der Börse und ein mehrtägiger wilder Eisenbahnerstreik sind nur die ersten ersten Symptome einer Gärung, die sich in den nächsten Monaten verschärfen muß, wenn sich erst der letzte Kurssturz der Krone in den Preisen voll auswirkt und die Winterkälte die Nerven eines bereits übermüden Volkes aufpeitscht.

Daß der finanzielle Niederbruch nicht schon bisher ernstere Folgen gezeitigt hat, verdankt das Land dem Umstand, daß die volkswirtschaftliche Situation doch weit günstiger ist, als der Stand der Valuta und der Staatsfinanzen vermuten läßt. Von polnischen Zuständen ist Deutsch-Österreich doch weit entfernt. Die außenpolitische Lage des Landes ist trotz Westungarn vollkommen gesichert, da die Lösung der westungarischen Frage die Interessen der kleinen Entente ebenso wie die Deutsch-Österreichs berührt. Die innere Politik ist frei von schwierigen Problemen, das Verhältnis der Parteien zueinander, abgesehen von gelegentlichen Exzessen, durchaus an-

ständig. Die sozialen Verhältnisse in der Industrie sind einigermaßen ausgeglichen, die kommunistische Bewegung nahezu ausgelöscht, eine Agrarfrage gibt es für die Alpenländer nicht. Aber auch die Ausnützung des vorhandenen wirtschaftlichen Apparates ist günstig. Die Zahl der Arbeitslosen in der Industrie beträgt im ganzen etwas über 30 000. Und wenn auch die internationale Wirtschaftskrise der mit dem größten Teil ihrer Erzeugnisse auf den Export angewiesenen deutsch-österreichischen Industrie fühlbar wird, so sind die Wirkungen der internationalen Krise durch das Ansteigen der Devisenkurse erheblich abgeschwächt. Die Alpenländer haben die stärkste Fremdensaison seit Menschengedenken hinter sich, Wien selbst ist stärker denn je von Ausländern besucht. Die Bahnen sind im Personenverkehr und im Transit bis an die Grenze der Leistungsfähigkeit in Anspruch genommen. Kohlen- und Rohstoffmangel sind geschwunden, die Banken vermehren täglich ihr Personal, weil sie bei ungeheuren Kronengewinnen die Zahl der Geschäfte nicht mehr bewältigen können, und auch die Handelsfirmen, deren Lage sich vor einigen Monaten kritisch zu gestalten begann, haben wieder gute Konjunktur.

Vor allem aber hat die Erste Wiener Messe, die Mitte September abgehalten wurde, einen über alle Erwartungen hinausgehenden und nachhaltigen Erfolg in materieller und propagandistischer Hinsicht erzielt. Auf 800 Aussteller hatte man anfänglich gerechnet, aber die Anmeldungen erreichten schließlich 6500, und 4500 Firmen wurden davon zur Messe zugelassen. Die Zahl der Besucher betrug mindestens 500 000, und wenngleich der größere Teil davon bloß aus Schaulustigen bestand, so trug die Messe doch auch bei diesen zur Belebung der Kauflust bei. Von ausländischen Ausstellern war vor allem Deutschland und die Tschecho-Slowakei vertreten und namentlich die deutschen Firmen (in erster Linie Maschinenindustrie) haben sehr gut abgeschnitten. Die Zahl der ausländischen Einkäufer wird mit 35—40 000 angegeben. Dies ist zwar weniger, als man gehofft hat, aber mehr, als man für das junge Unternehmen und bei der Kürze der für die Propaganda verfügbaren Zeit füglich erwarten durfte. Wie groß die erzielten Abschlüsse waren, ist nicht erfaßbar. Die Schätzungen schwanken zwischen 10 und 25 Milliarden K. Die Verkäufer haben es leider unterlassen, ihre Abschlüsse beim Messeamt anzumelden und ein großer Teil der Abschlüsse, die in der Messe eingeleitet worden waren, ist erst außerhalb in den Geschäftsräumen der Aussteller durchgeführt worden, die zum weitaus größten Teil in Wien ihren Sitz haben. Schwer gehemmt war das Geschäft durch den gerade während der Messezeit besonders heftigen Kurssturz der Krone, der bei Aufträgen auf längere Sicht jede Kalkulation unmöglich machte. Trotzdem sind im allgemeinen die Aussteller mit dem Ergebnis der Messe überaus zufrieden und ihr dauernder Bestand ist gesichert.

Dr. Gustav Stolper

Schweden

Die Linkswahlen und das rein sozialistische Kabinett — Die Sorge wegen der hohen Valuta — Wieder ansteigende Ausfuhr — Sinken der Aktienkurse — Schiffsverkäufe — Sinkendes Preisniveau

Stockholm, Mitte Oktober.

Die Ende September abgeschlossenen Neuwahlen für die erste und zweite Kammer zeitigten eine bedeutende Verschiebung der Konstellation nach links. Es dürfte jedoch nicht angängig sein, hieraus auf eine veränderte Stellungnahme der Wählerschaft zu schließen, vielmehr dürfte die Veranlassung in der Anwendung eines fast unbeschränkten

Wahlrechts zu suchen sein, demzufolge die Altersgrenze für die Wähler herabgesetzt und Steuerrückstände und andere unerfüllte Verpflichtungen dem Staate gegenüber im Gegensatz zu früher, keinen Einfluß auf das Wahlrecht ausübten. Trotz dieser Linksbewegung bleibt auch jetzt noch eine schwache bürgerliche Majorität bestehen, die sich jedoch nur schwer zur Geltung bringen wird, da die Liberalen manchen

Projekten der Sozialdemokratie durchaus nicht ablehnend gegenüberstehen. Die Regierungsbildung ist der numerisch stärksten Partei, den Sozialdemokraten, übertragen worden, und, nachdem Verhandlungen mit den Liberalen und den Linkssozialisten, zu keinem Resultat geführt haben, wird sich ein rein sozialdemokratisches Kabinett unter der Führung Brantings der neugewählten Kammer präsentieren.

Das Programm der neuen Regierung zu den Wirtschaftsfragen läßt sich aus ihrer Kritik an den Vorschlägen der vorigen Regierung zwecks Einführung von Industriezöllen einigermaßen voraussehen. Die Vorlage wurde im Vorsommer durch die Linksparteien einschließlich der Liberalen zu Fall gebracht, wobei die Sozialdemokraten sich nicht unbedingt ablehnend stellten, der Regierung jedoch vorwarfen, sie hätte die Frage nicht eingehend genug behandelt und die in Aussicht genommenen Maßnahmen zum Schutze der Industrie wären nicht dazu angetan, eine Besserung zu garantieren, würden vielmehr in erster Linie eine Verteuerung der großen im Lande befindlichen Lager herbeiführen und den jetzigen Inhabern dieser Bestände zu unberechtigten Gewinnen verhalten. Die Liberalen als überzeugte Freihändler verhielten sich gänzlich ablehnend und wollten Gegenmaßnahmen der durch die Industrieimportzölle betroffenen Staaten voraussehen, die den Vorteil der Einfuhrzölle mehr als kompensieren würden. Auf diesem Gebiet dürfte von der neuen Regierung also nicht viel zu erwarten sein, zumal sie infolge der ausgezeichneten Verfassung der Staatsfinanzen den Anforderungen, die die Arbeitslosigkeit an sie stellt, finanziell gewachsen ist. Andererseits braucht man wohl von ihren Sozialisierungsbestrebungen nicht allzuviel zu fürchten, da die während des letzten sozialistischen Regimes gesammelten Erfahrungen noch zu frisch sind und die Liberalen auf diesem Gebiet umgelernt haben.

Im übrigen bleibt die Valuta für das wirtschaftliche Leben Schwedens immer mehr von ausschlaggebender Bedeutung und der Kampf der Meinungen tobt heiß um dieses Thema. Auf der einen Seite begehrt die Industrie und die von ihr abhängige Finanz energische Maßnahmen, um dem ununterbrochenen Steigen der schwedischen Krone mit ihrem Gefolge, Deflation und Verlust ihrer Absatzgebiete, Einhalt zu gebieten. Als Mittel zum Zweck wird eine Erhöhung des Notenumlaufes mit Diskontherabsetzung und liberalerer Kreditgewährung verlangt, woneben die Reichsbank durch Aufkäufe ausländischer Valuten in der Exportaison und entsprechende Abgaben solcher Valuten in den Wintermonaten, während denen der Export stockt, auf den Stand der schwedischen Krone regulierend einwirken soll.

Diesen von den „Praktikern“ vertretenen Auffassungen stehen die von den Nationalökonomien verteidigten konträr gegenüber. Sie wollen im allgemeinen erst die Goldwährung wiederhergestellt sehen, die schwedische Krone also mit dem Dollar in Parität bringen. Erst dann würde es möglich sein, eine Stabilisierung der Währung durch Maßnahmen von staatlicher Seite und damit ein automatisches Aufhören der ruinierenden Deflation zu erreichen. Eine künstliche Inflation, wie sie von den Industriellen gefordert würde, bedeutete eine entsprechende Verteuerung des Importes und eine Verschlechterung der Lebensbedingungen des Volkes und müßte über kurz oder lang zu einer neuen Deflation mit noch schlimmeren Folgen führen. Außerdem würde eine solche Inflationspolitik ein Raub an den Sparern bedeuten, da ihre Ersparnisse entsprechend dem Sinken des Geldwertes vermindert würden. Hinsichtlich des letzten Punktes wurde von der anderen Seite natürlich sofort geltend gemacht, daß durch die

Deflation und den damit zusammenhängenden Kursrückgang der Aktien die Sparer, die ihr Geld in anderen Papieren als Obligationen angelegt hätten, ja in gleichem Maße ihrer Ersparnisse verlustig gingen und theoretische Argumente keinem Arbeitslosen Arbeit verschafften.

Am nächsten kommt jedenfalls Professor Cassel dem Kern der Sachlage. Bevor man seiner Ansicht nach von einer Goldwährung reden kann, muß erst einmal die Kaufkraft des Goldes festgelegt und somit ein Wertmesser hergestellt sein. Dies kann jedoch nur von seiten der Vereinigten Staaten, dem einzigen Land der Erde, das derzeit eine Goldwährung besitzt, ins Werk gesetzt werden und erst, nachdem dies geglückt wäre, könnte man daran denken, den Wert der einzelnen Valuten entsprechend der Kaufkraft, die jede einzelne im eigenen Lande besäße, zu bestimmen. Die Länder mit gesunder Währung müßten hierbei vorangehen. Ein entsprechender Vorschlag Professor Cassels an die Völkerbundkommission in Genf hat jedoch bisher wenig Gegenliebe gefunden. Vor allen Dingen ist es England, das sich einer damit gegebenen dauernden Wertminderung des Pfundes energisch widersetzt.

Es dürfte sonderbar erscheinen, daß unter derartig ungünstigen Verhältnissen der Export der schwedischen Standardwaren eher steigende Tendenz aufweist. Man muß jedoch berücksichtigen, daß während der ersten Monate der Exportaison der Export ganz ungewöhnlich niedrig war und die Produzenten infolge der kolossalen Lagerbestände gezwungen sind, teilweise à tout prix zu verkaufen. So dürften die für Holz und Roheisen erzielten Preise in den wenigsten Fällen die Produktionskosten decken, wenn auch eine geringe Besserung und Befestigung der Preise vorliegt. Wie bereits in meinem letzten Bericht erwähnt, hatte der Juli einen kräftigen Aufschwung des Außenhandels gebracht. Die vorliegenden Abschlußziffern für den August ergeben eine Ausfuhr im Werte von 94,5 und eine Einfuhr im Werte von 97,9, mithin einen Einfuhrüberschuß von 3,4 Mill. Kr. Im Juni betrug der Einfuhrüberschuß 25 und im Juli 1920 64 Mill. Kr. Der August zeigt ein so kräftiges Steigen des Exportes, daß zum ersten Male seit Kriegsende mit einem Exportüberschuß gerechnet werden kann. So wurden an Holzwaren 54 000 Standard gegen 30 400 im Juli und 18 000 im Juni verschifft. Die entsprechenden Ziffern für Papiermasse sind 66 000, 41 000 und 18 000 t und für Papier 17 500, 18 100 und 12 000 t. Auch für Eisen und Stahl liegen etwas günstigere Ziffern vor, der Export stieg von 6250 t im Juli auf 9000 im August. Dagegen wurde an Eisen 35 000 t weniger als im Juli, also nur 395 000 t verladen, wohl mit Rücksicht auf die Lage in Oberschlesien. Nicht zu vergessen ist der Goldexport Schwedens für russische Rechnung. Im ersten halben Jahre gingen 43 Mill. \$ nach den Vereinigten Staaten und 280 000 £ nach England. Im letzten Monat sind diese Verladungen wieder in ausgedehntem Maße erfolgt und haben sicherlich zur Befestigung der schwedischen Krone beigetragen. Das Disagio der schwedischen Krone dem Dollar gegenüber beträgt daher kaum noch 15 %.

Von den lagernden 800 000 Standard Holzwaren hofft man, im Laufe dieses Jahres alles in allem 500 000 Standard abzusetzen, so daß etwa 300 000 Standard überwintern müssen, eine bedeutend geringere Menge, als man voraussehen konnte.

Entsprechend der kritischen Lage der Industrie ist die Börse weiterhin schwach und der Kursstand der erstklassigen an der Börse notierten Papiere — am 30. 9. betrug der Gesamtwert 2,19 Milliarden — ist seit Jahresbeginn um 440 Mill. gefallen. Waren es in früheren Monaten in erster Linie Industrieaktien, die die großen Kurseinbußen erlitten,

so haben nunmehr auch Bankaktien ihre feste Haltung verloren.

Der Notenumlauf der Reichsbank ist am Quartalschluß mit 91,3 Mill. auf 689,8 Mill. gestiegen, gegen 78,8 Mill. auf 787,6 Mill. im Vorjahre. Die Ansprüche des Marktes sind also recht bedeutend gewesen und lassen eine Diskontherabsetzung, von der in letzter Zeit viel geredet wurde, unangebracht erscheinen.

Die Privatbanken konnten im August erstmalig in diesem Jahre ein Anwachsen der Einlagen des Publikums aufweisen, allerdings mit der geringen Summe von 19 Mill. Im Zusammenhang hiermit ermäßigten sich die Rediskontierungen bei der Reichsbank um 17 Mill.

Die in meinem letzten Bericht erwähnten Tonnageverkäufe sind mit 62 490 Tonnen festgestellt, wovon 55 000 nach Deutschland gingen. Entsprechend der schwierigen Lage der Schifffahrt macht natürlich auch die Werftindustrie schwere Zeiten durch und eine „Ausmusterung“ besonders unter den Kriegsgründungen dürfte im Laufe der nächsten Monate nicht zu verhindern sein.

Zum Schluß seien noch die Engrosindexziffern Schwedens mitgeteilt. Die Ziffer für Juli war 211, für August 198 und für September 182. Die bedeutendsten Preisrückgänge ergaben sich für Getreide (im Zusammenhang mit der rückläufigen amerikanischen Tendenz), Eisen und Steinkohlen.

G. M. Fritz, Stockholm

Frankreich

Leichte Wiederbelebung der Industrie — Knappe Kohlenversorgung — Bedenkliche Außenhandelsstatistik — Handelsvertragsverhandlungen und Schutzzollpolitik — Wiederaufbau der Industrie im Norden — Gute Ernte — Die Staatsschuld — Sinkende Steuererträge

Im französischen Geschäftsleben hat man in den letzten Wochen eine leichte Wiederbelebung festgestellt. Dies fällt zusammen mit einer Aufwärtsbewegung der Großhandelspreiskurve der für die Einfuhr in Frage kommenden Rohstoffe, die auch in den amtlichen französischen Indexziffern der Großhandelspreise zum Ausdruck kommen. Demnach hat die Mitte 1920 eingetretene Abwärtsbewegung der Preise im Juni 1921 aufgehört.

	Mai 1921	Juni 1921	Juli 1921
Generalindex	380,8	375,7	384,3
Nahrungsmittel	411,8	413,1	430,3
Industrieerzeugnisse	356,1	345,8	347,5
Minerale und Metalle ...	319,6	313,4	304,1
Textilien	330,3	325,8	338,9
Verschiedene Waren	390,3	374,7	377,1

Von der Preissteigerung werden vor allem tierische Nahrungsmittel und Textilien betroffen, pflanzliche Nahrungsmittel sind um etwa 10 % gefallen. Demgemäß wird die Wiederbelebung vor allem im Nahrungsmittel-, Textil- und Ledergerwerbe, also in solchen Gewerben, die für einen großen Kundenkreis liefern, und im Handel festgestellt. Besonders die Textilindustrie hat infolge wiedereröffnenden Inlandskonsums vermehrte Arbeit und ihre Lager nehmen ab.

Die Krisis der Schwerindustrie ist noch nicht überwunden, obgleich sich die Lage in gewissem Sinne gebessert hat. Die niedrigen Kokspreise sind nunmehr Gesetz geworden: der von Deutschland gelieferte Koks wird von jetzt ab mit 75 fr ab Grenze berechnet (bisher 110 fr); diejenigen Werke, die weiterhin den teureren französischen Koks verwenden müssen, werden durch Prämien und ähnliche Vorteile entschädigt werden. Hierfür kommen vor allem die im Innern Frankreichs liegenden Werke in Frage. Für die Werke im Moseldépartement und in Lothringen werden sich die Gesteungskosten wesentlich verringern (angeblich um fast die Hälfte). Die Schwerindustrie sucht trotzdem die Preise vor der Hand auf der bisherigen Höhe zu halten, da sie bisher teilweise mit Verlust gearbeitet hatte. Sie kann es auch, da sie durch Preiskartelle, Syndikate usw. einmal die Wirkung der Konkurrenz am ehesten ausschalten, auf der anderen Seite durch freiwillige Einschränkung der Produktion auf die Preisbildung einwirken kann. Folgende Übersicht ergibt, in welchem Umfange die Eisenerzeugung in der ersten Hälfte 1921 allmählich eingeschränkt wurde. Sie zeigt aber auch, daß trotzdem die Vorräte von Monat zu Monat anwachsen:

Erzeugung in 1000 t 1921	Metz-Die-denhofen	Briey-Longwy	Di-verse	Lager	Erzeugung in 1000 t 1921	Metz-Die-denhofen	Briey-Longwy	Di-verse	Lager
Januar...	826	519	172	3999	April...	673	385	155	4302
Februar...	704	428	159	4096	Mai....	613	378	134	4374
März...	679	432	160	4183	Juni....	603	387	125	4440

Es darf die Kehrseite dieser Einschränkungen nicht übersehen werden. Diese großen Betriebe arbeiten, da sie doch enorme Werte repräsentieren, auf die Dauer nur rentabel bei normalem Betrieb. So wird es bei den verhältnismäßig hohen Generalunkosten schließlich zu einer Herabsetzung der Dividenden kommen müssen.

Die erhöhten Gesteungskosten, mit der die deutsche Konkurrenz infolge Lohn-, Steuer-, Transportkosten- und Kohlenabgabenerhöhung fortan zu arbeiten hat, veranlaßt die „Usine“ v. 17. 9. zu der Feststellung, daß die deutsche Konkurrenz, wenigstens soweit die Metallurgie in Frage kommt, ganz beträchtlich nachgelassen hat. Im übrigen haben sich die Preise gefestigt. Zu einer wesentlichen Haussebewegung wird es aber wohl nicht kommen, da es vor allem an der Kaufkraft der Konsumenten fehlen wird.

Die Lage der Fertigindustrie (Ausnahme Textil-, Schuhwarenindustrie) ist bedeutend ungünstiger. Hier ist die Konkurrenz zu groß, der Zusammenschluß zu schwierig. Sie hat auch wenig Arbeit und wenig Aufträge. Ein enormer Rückgang wurde vor allem in der Teppichindustrie des Nordens festgestellt.

Die Versorgung der Industrie mit Kohlen im kommenden Winter ist noch nicht sichergestellt (1920 Einfuhr von Kohlen 24 Mill. t, d. i. 2 Mill. mehr als 1919, und Einfuhr von Koks 4 Mill. t gegen 1,7 in 1919). Die Kohlenvorräte Frankreichs wurden Ende Juni 1921 auf 4½ Mill. t geschätzt. Die Eigenerzeugung hat sich gehoben, besonders in den Kohlenbecken des Nordens und Pas de Calais, wo im ersten Halbjahr 1921 7,3 Mill. t erzeugt wurde gegen 3,8 in der gleichen Zeit 1920 (1913 allerdings 14,9). Aber man rechnet doch mit einer Kohlenknappheit und -teuerung in den kommenden Monaten, da es fraglich ist, ob englische Kohlen dann in großen Mengen verfügbar sein und Lieferungen von Amerika wegen des Mangels an Rückfrachten teuer kommen werden.

Der französische Außenhandel zeigte folgendes Bild

I. Wertzahlen in Mill. fr:

Einfuhr:	Jan. bis Juli 21	Unterschied gegen 1920	Jan. bis Aug. 21	Unterschied gegen 1920
Lebensmittel	2 923	— 4 238	3 478	— 4 902
Rohstoffe	5 844	— 9 436	6 700	— 10 316
Fabrikate	3 101	— 4 692	3 430	— 5 517
	11 877	— 18 367	13 608	— 20 735

Ausfuhr:	Jan. bis Juli 21	Unterschied gegen 1920	Jan. bis Aug. 21	Unterschied gegen 1920
Lebensmittel	1 124	— 118	1 237	— 328
Rohstoffe	3 158	— 345	3 603	— 458
Fabrikate	7 410	— 1 580	8 494	— 2 450
Postkolli	671	+ 122	754	+ 89
Ausfuhrüberschuß . . .	12 363	— 1 991	14 086	— 3 147
	486		478	

II. Mengen in 1000 t:

Einfuhr:	Jan. bis Juli 21	Unterschied gegen 1920	Jan. bis Aug. 21	Unterschied gegen 1920
Lebensmittel	1 921	— 1 850	2 317	— 2 068
Rohstoffe	15 392	— 6 953	17 501	— 8 204
Fabrikate	909	— 589	996	— 726
Ausfuhr:	18 221	— 9 292	20 814	— 10 999
Lebensmittel	739	+ 152	809	+ 97
Rohstoffe	6 600	+ 1 537	7 415	+ 1 448
Fabrikate	1 167	+ 194	1 317	+ 150
Postkolli	13	+ 3	15	+ 2
	8 520	+ 1 910	9 555	+ 1 697

Bei der Berechnung der Zahlen von 1921 sind wieder die Werte für 1919, der für 1920 die tatsächlichen Preise von 1920 zugrunde gelegt. Das allgemeine Bild hat sich seit dem letzten Bericht nicht wesentlich geändert. Bemerkenswert ist, daß die Aktivität der Handelsbilanz für die ersten acht Monate gegen die für die ersten sieben Monate um etwa 8 Mill. fr zurückgegangen ist. Für den August allein ist die Handelsbilanz passiv. Die Aktivität für die ersten acht Monate wurde wiederum nur dadurch erhalten, daß die Einfuhr weiter niedrig gehalten wurde. Die Ausfuhr ist um gut 3 Mill. fr geringer als in der entsprechenden Zeit 1920.

Die Mengenzahlen der Statistik zeigen die künftige Wirtschaftsentwicklung in sehr trübem Licht. Mag die stark verminderte Nahrungsmitelefuhr durch vermehrte Eigenproduktion und verminderten Konsum ausgleichbar sein, die außerordentliche Zurückschraubung der Rohstoffeinfuhr bei gleichzeitig vermehrter Rohstoffausfuhr muß sich bald in stark abnehmender Fabrikatausfuhr, in inländischer Verteuerung der Industriewaren und einer bedeutenden Verschlechterung der ganzen Lebenshaltung wirksam machen.

Am französischen Außenhandel waren im ersten Halbjahr 1921 die einzelnen Länder mit folgenden Wertzahlen (in Mill. fr) beteiligt:

a) Herkunftsländer:

Einfuhr aus	1921	1920	Einfuhr aus	1921	1920
Vereinigte Staaten	1964	5680	Italien	241	761
Deutschland	1440	1000	Schweiz	179	539
Großbritannien	1348	6341	Spanien	193	601
Belgien	792	1636	Tunis	136	140
Algier	360	525	Marokko	47	74
Argentinien	311	1624	Andere Staaten	2 445	5 711
Brasilien	281	564	And. franz. Kol.	671	994
			Zusammen	10 407	26 200

b) Absatzländer:

Ausfuhr nach	1921	1920	Ausfuhr nach	1921	1920
Belgien	2095	2114	Spanien	331	423
Großbritannien	1552	2168	Marokko	206	325
Deutschland	1213	611	Argentinien	152	181
Vereinigte Staaten	910	1069	Tunis	128	187
Schweiz	720	914	Brasilien	90	141
Algier	617	1090	Andere Staaten	2 056	2 089
Italien	449	678	And. franz. Kol.	283	246
			Zusammen	10 800	12 256

Es ist bezeichnend, daß Frankreich, das bei seinen Handelsvertragsverhandlungen die Initiative gehabt hat, mit seinen Hauptkontrahenten noch gar nicht in Verhandlungen eingetreten ist. Außer den bereits zustande gekommenen Handelsverträgen mit Norwegen und Finnland, denen selbst ein Teil der französischen Presse den Charakter eines Vertrags abspricht, da sie unter politischem Druck erfolgt

seien, haben die teilweise seit mehr als zwei Jahren schwebenden Handelsvertragsverhandlungen mit Deutsch-Österreich, Tschecho-Slowakei, Polen, Jugoslawien, Italien, Spanien, Portugal, Schweiz, Kanada und Lettland noch zu keinem befriedigenden Ergebnis geführt. Der modus vivendi mit Spanien wurde auf drei Monate, also bis zum 10. 12. 21 verlängert.

Das System, das sich bei den Handelsvertragsverhandlungen herausgebildet hat, beruht auf dem Gesetz vom 29. 7. 19. Gegen entsprechende Vorteile kann die Regierung die Generalzollsätze um Prozente des Unterschiedes zwischen Maximal- und Minimalzollsätzen für eine bestimmte Zeit ermäßigen und provisorisch sofort durch Dekret in Kraft setzen. Mit Gewährung der Meistbegünstigung ist Frankreich sehr zurückhaltend, während es selbst bestrebt ist, sie für seine Zugeständnisse zu erlangen. Bei dem französischen Zollsystem ist es jeder Zeit möglich, ohne Vertragsverletzung die Zollsätze durch das Parlament zu ändern oder mit anderen Staaten günstigere Bedingungen zu vereinbaren.

Die bevorstehende belgisch-luxemburgische Wirtschaftsunion hat zur Einführung des belgischen Zolltarifs für Luxemburg am 28. 7. 21 geführt, der sich nun auch gegen die französischen Erzeugnisse wendet. Bis jetzt zahlten französische Erzeugnisse, da Luxemburg aus dem Zollverein ausgetreten war, fast keine Zölle. Begreiflicherweise ist man in Elsaß-Lothringen, das enge wirtschaftliche Beziehungen mit Luxemburg hat, mit der Wendung der Dinge nicht einverstanden.

In Interessentenkreisen bricht die Erkenntnis der Schädlichkeit der Zollpolitik immer mehr durch, einmal weil die wichtigsten Abnehmer Frankreichs sich ebenfalls mit Zollschränken umgeben (z. B. Amerika durch Emergency Tariff Act, England Safeguarding of industries Bill). Die Tagespresse weist denn auch mit Hinblick auf das schlechte Ergebnis der Handelsvertragsverhandlungen darauf hin, daß gesunde Abmachungen mit anderen Ländern auf Grundlage der jetzigen Zollpolitik kaum möglich seien. Nur an der Zollpolitik gegen Deutschland wird kaum Kritik geübt.

Am 9. 8. wandte sich der Verband der Seidenindustriellen in Lyon gegen den Protektionismus. Den Rückgang der Seidenausfuhr zeigt folgende Übersicht für die ersten sieben Monate:

	1920	1921		1920	1921
dz	47 836	32 043	Mill. fr	1334	743

Auf der anderen Seite sieht das M. C. F. Syndikat in Übereinstimmung mit der Handelskammer Lyon den Zollschutz für Maschinen für nicht hoch genug an und will eine weitere Erhöhung mit Nachdruck weiter betreiben. Der Umsatz von Maschinen betrug in den ersten sieben Monaten in 1000 t:

	1912	1913	1919	1920	1921
Ausfuhr	43,7	48,1	22,6	41,1	63,1
Einfuhr	129,1	140,4	129,2	186,1	194,5

Die Erzeugnisse der Länder, gegen die Frankreich schwächer als gegen Deutschland durch Zollschränken geschützt ist, wurden nach Frankreich gedrängt, da die deutschen Preise auf allen Märkten ihren Einfluß ausüben, während Deutschland nur in geringem Umfang nach Frankreich exportieren konnte. Daraus ist einmal die „Westorientierung“ der Tschecho-Slowakei zu erklären, auf der anderen Seite auch das erhöhte Angebot belgischer und luxemburgischer Erzeugnisse.

Das „Office de reconstruction industrielle“ gibt die folgenden Zahlen über den Wiederaufbau der nordfranzösischen Industrien für den 1. 9. 21, aus denen ersichtlich ist, wie langsam der Aufbau betrieben wird. Bei der

Aufstellung wurden 4800 geschädigte industrielle Unternehmungen mit je mindestens 20 Arbeitern berücksichtigt, die 1914 835 000 Personen beschäftigten. Davon haben 3800 Betriebe die Arbeit ganz oder teilweise wieder aufgenommen, d. h. 79,5 % gegen 79,2 % am 1. 7., 79 % am 1. 1. 21, 76,9 % am 1. 7. 20, 63,7 % am 1. 1. 19 und 46,3 % am 1. 7. 19. Am stärksten ist die Wiederaufnahme im Departement Meurthe et Moselle mit 88,2 %, dann im Norden mit 84,2 %, in den Ardennen mit 82,6 %.

1914 waren in den Betrieben 835 000 Arbeiter beschäftigt, am 1. 10. 21 398 000 also 47,6 % gegen 47,1 % am 1. 7. 21, 46,2 % am 1. 1. 21, 42,1 % am 1. 7. 20, 28,8 % am 1. 1. 20 und 9,7 % am 1. 7. 19. Für die verschiedenen Industrien ist das Verhältnis der jetzt beschäftigten Arbeiter zu deren Anzahl in 1914: 55,9 % in der Metallverarbeitungsindustrie, 55,2 % in den chemischen Industrien, 53,5 % in der keramischen Industrie, 46,1 % in der Textilindustrie und 44,6 % in der Metallurgie.

Die Getreideernte ist äußerst günstig ausgefallen. Nur die Kartoffelernte soll infolge der Trockenheit schlecht sein. Das Ertragnis der französischen Zuckerernte wird auf etwa 300 000 t geschätzt.

	Bebaute Fläche ha	Ertrag in dz insgesamt	je ha	Mittl. Gewicht des hl
Weizen 1920	5 093 570	64 482 180	12,70	75,6 kg
" 1921	5 329 830	87 843 770	16,48	78,32 "
Mengkorn 1921	108 220	1 460 880	13,49	74,72 "
Roggen 1921	874 270	11 302 030	12,92	73,91 "
Gerste 1921	669 000	8 230 980		63,66 "
Hafer 1921	3 358 170	35 591 900		46,62 "

In 1913 brachte die Ernte (ohne Elsaß-Lothringen): Weizen 86,9, Mengkorn 1,5, Roggen 12,7, Gerste 10,4, Hafer 51,8 Mill. dz.

Die dem Budgetvoranschlag für 1922 beigegebene Denkschrift ergibt, daß die französische Staatsschuld (in Mill. fr.) folgende Höhe hat:

- Innere Schuld 229 055 (davon ewige Schuld 160 041, befristete Schuld 39 571, schwebende Schuld 89 443).
- Äußere Schuld (nach Parikurs des Franken berechnet) 35 286.

c) Gesamtschuld 264 341.

Die äußere Schuld dürfte nach Tageskurs berechnet etwa doppelt so hoch sein. Ihr stehen allerdings die französischen Forderungen an alliierte Staaten gegenüber, die sich auf etwa 14 Milliarden belaufen. Dieser Posten wird aber nur „pour mémoire“ geführt. Die Jahreslasten, die die Staatsschuld verursacht, betragen 12 526 Mill. fr., also mehr als die Hälfte des gesamten Budgets.

Nach der Denkschrift steht und fällt das ganze Budget mit der absolut pünktlichen Erfüllung der deutschen Verpflichtungen. Es gibt deshalb noch ein besonderes budget des dépenses recouvrables en exécution des traités de paix. Die Einnahmen dieses Budgets setzen sich vor allem aus deutschen Zahlungen und aus Anleihen zusammen, die die Sinistrierten und der Crédit National selbst aufnehmen sollen. Der Crédit National wurde am 26. 9. zur Aufnahme einer Anleihe von 3 Milliarden fr. ermächtigt. Bisher hat er bereits zwei Anleihen im Dezember 1919 und Juni 1920 in Höhe von je 4 Milliarden fr. aufgenommen.

Der Finanzausschuß der Kammer stellte im letzten Monat den Antrag, die Kredite für die Verzinsung der schwebenden Schuld um 300 Mill. fr. zu kürzen. Es ist natürlich die Frage, ob sich das Wirtschaftsleben durch Parlamentsbeschluß einen beliebigen Zinsfuß wird aufzwingen lassen und ob nicht viel eher, die etwa 12 Milliarden betragenden ausländischen Gelder zurückgezogen werden, worauf dann der Staat, dessen Geldbedarf weiter besteht, wieder neues Papiergeld ausgeben müßte.

Der Ertrag der indirekten Steuern ist auch im August gerade bei den wesentlichen Steuern hinter der Veranschlagung beträchtlich zurückgeblieben (um 118,4 Mill. fr.). Besonders groß war im August der Minderertrag bei der Umsatzsteuer. (Ertrag 146,6 oder 95 Mill. fr. weniger als Anschlag), bei den Zöllen (95,9 oder 60 weniger) und bei den Registrierungen (163 oder 45,9 weniger).

Martin Koltzsch

Vereinigte Staaten

Die geschäftliche und finanzielle Lage

New York, 7. Oktober.

Statistiken, die nachweisen, daß nach den besten Schätzungen in den Vereinigten Staaten 5 735 000 Arbeiter weniger beschäftigt sind, als zur Zeit des Höhepunkts der Nachkriegshochkonjunktur im Jahre 1920, wollen noch nicht besagen, daß es eben so viele Arbeitslose gibt. Man muß auch wohl im Auge behalten, daß, selbst wenn die derzeitige Arbeitslosigkeit umfänglicher sein sollte als im Winter 1914/15, sie viel weniger von Not und Elend begleitet ist, wegen der großen Ersparnisse, die während der Prosperitätszeit gemacht werden konnten. Nichtsdestoweniger ist die Arbeitslosigkeit ein sehr bedenkliches Problem, dessen Ursachen bei weitem nicht rein inländischer Natur sind, sondern hauptsächlich in den universalen wirtschaftlichen Rückwirkungen zu suchen sind, die unvermeidlicherweise einem Kriege folgen mußten, der von allen Kriegen die Völker am meisten erschöpft und die Volksvermögen am stärksten angegriffen hat. Die Vereinigten Staaten können nicht auf normale Beschäftigung rechnen, solange fast überall eine ähnliche Arbeitslosigkeit und industrielle Depression besteht. Der Weg zur Wiedererlangung der wirtschaftlichen Blüte jedes Landes beruht im wirtschaftlichen Gedeihen eines jeden Landes.

Vielleicht die einzige sofort wirksame Maßnahme, die die Regierung der Vereinigten Staaten treffen könnte zur Besserung der Lage, wäre die Fundierung der vorhandenen Schuld der Eisenbahngesellschaften aus der Zeit der staatlichen Kontrolle der Eisenbahnen. Dadurch würden für die Eisenbahnen 500 Mill. \$ verfügbar werden, die ihre finanzielle Lage erheblich verbessern und den Zeitpunkt näher herandrücken würden, wo sie an die notwendigen Ausgaben für Instandhaltung, Verbesserungen und Ausbau herantreten könnten.

Die Tatsache, daß die laufende Nettoeinnahme der Eisenbahnen in den letzten Monaten stetig zugenommen hat, läßt noch nicht den Schluß zu, daß die Eisenbahnen auf profitabler Basis arbeiten, was sie de facto nicht tun. Die Besserung ihrer finanziellen Lage ist großenteils zurückzuführen auf starke Abstriche an den Betriebskosten und auf das weitere Hinausschieben der Reparatur- und Instandhaltungsarbeiten. Den besten Schluß, den man aus der (rein äußerlich gesehen) gebesserten Finanzlage der Eisenbahnen noch ziehen kann, ist, daß das vergleichsweise günstige Ergebnis unter widrigen Umständen erzielt worden ist und so als ein hoffnungsvolles Zeichen betrachtet werden kann. Die Notwendigkeit, ihre

Schuld bei der Regierung zu fundieren, wird dadurch nicht behoben und eine Gewähr für die Herabsetzung der Frachtsätze ist noch längst nicht gegeben.

Das Steigen der Baumwollpreise ist das bemerkenswerteste Begebnis auf dem Warenmarkt der letzten Zeit. Die Rückwirkung auf den Süden ist weitgehend und bis zu einem gewissen Grade stimulierend gewesen. Zu einer Zeit, wo die allgemeine Stimmung die Depression so ziemlich als abgelaufen betrachtet, ist vielleicht die Wiederkehr des Vertrauens mit das stärkste Moment, das einen Antrieb geben kann zur Rückkehr des Geschäfts auf normale Basis. Das Empfinden, daß ein hoffnungsvollerer Ausblick gerechtfertigt ist, hat auch in den landwirtschaftlichen Gebieten des Westens und bis zu einem gewissen Grade auch in den industriellen Kreisen des Ostens sich Geltung verschafft.

Anzeichen für eine Besserung liegen in der Textilindustrie vor. Die Bereitwilligkeit, mit der trotz Streiks wie im Hochsommer die Arbeitnehmer in die Lohnherabsetzungen gewillt haben, und die Schnelligkeit und Gründlichkeit, mit der die Textilfabrikanten bei der Liquidierung ihrer Vorräte verfahren sind, bereitet in nicht allzu ferner Zeit eine Wiederbelebung der Beschäftigung in der Textilindustrie vor.

Eine baldige allgemeine Wiederbelebung der industriellen Tätigkeit ist nicht zu erwarten, da sie nicht allein vom Inlandsbedarf abhängt, sondern davon, ob die ausländischen Staaten in der Lage sind, die überflüssige Produktion der Vereinigten Staaten abzunehmen. An Aussichten für eine Besserung fehlt es nicht, und diese Aussichten sind sehr bestimmt hoffnungsvoll. Nicht nur ist in den letzten Monaten eine Tendenz zu beobachten zur allgemeinen Stabilisierung der Preise, besonders für grundnotwendige Materialien; auch der Eisenbahnverkehr weist eine Besserung auf. Weiterhin waren mit Ausnahme von New York die Bankausweise der Städte, die einen recht guten Index dafür abgeben, welchen Umfang die Geschäfte annehmen, im August annähernd die gleichen wie im Juli, während sie normalerweise im August einen durch die Saisonverhältnisse bedingten Rückgang aufzuweisen pflegen. Und schließlich sind auch die Geldsätze seit einiger Zeit im Rückgang begriffen und nicht im Anstieg, wie sonst wegen der steigenden Nachfrage in der Zeit, wo die Ernte auf den Markt kommt.

Die Grundvorbedingungen haben sich so sehr gebessert, daß die Aussichten entschieden zugunsten einer mäßig erhöhten Geschäftstätigkeit während des Herbstes sprechen. Weitsich-

tigere Betriebe haben bereits Überflüssigkeiten ausgeschaltet, die in Zeiten leichter Verdienste und steigender Preise sich in jeder Industrie einstellen. Die Löhne sind „deflatiert“ und die Kosten des Lebensunterhalts, die weit höher bleiben als vor dem Kriege, werden weitere größere Herabsetzungen nicht zulassen. Kurz: eine strenge Sparsamkeit drückt jetzt schon auf die Gesteungskosten, und dort, wo die Verkäufer sich nicht wieder verleiten lassen, die Preise ihrer Waren über das hinaus steigen zu lassen, was die Konsumenten zu zahlen willens sind, wird keine große Schwierigkeit bestehen, die Waren abzusetzen. Eine falsche Einschätzung der Marktverhältnisse würde nur zu bald zu ungesunden Zuständen führen; wenn aber die Geschäftsleute etwas gelernt haben, dürfte es künftig weniger häufig zu der erzwungenen Liquidierung von Lagerbeständen kommen als früher.

Die Entwertung der Valuten der Staaten der westlichen Halbkugel und die Mittel zu deren Abhilfe sollen von allen Sektionen der Inter-American High Commission in den Hauptstädten der verschiedenen davon betroffenen Länder besprochen werden. Die Ankündigung dieser Besprechungen, sowie der jüngste scharfe Sturz der deutschen Mark haben neuerdings Anlaß zu Meinungsäußerungen hinsichtlich der Wirkungen der entwerteten Valuten auf den internationalen Handel gegeben.

Was offenbar zur Abhilfe der Übel, die den gegenwärtigen Valutaverhältnissen nachhängen, zunächst vonnöten ist, ist die gegenseitige Stabilisierung der Preise, sowohl wie der Valuten; denn beide, das hat man allmählich gemerkt, stehen zueinander in enger Beziehung. Zu einer Stabilisierung kann es nicht kommen angesichts der riesigen Mengen nicht einlösbaren Papiergeldes. Schritte zu einer Reform der Währungen müßten bestehen in einer strengsten Sparsamkeit des Apparates der Regierungen, einer Ausbilanzierung der Budgets und einem Verzicht auf die Notenpresse als Mittel zur Finanzierung. Hier wäre in manchen Fällen noch vieles zu tun.

Die Hindernisse, die bei einer Behebung der derzeitigen Valutamißverhältnisse zu überwinden sind, sind von Land zu Land verschieden. Es steht zu hoffen, daß es in der Folge der Diskussionen der verschiedenen Sektionen der Inter-American High Commission zu einem effektiven Vorgehen kommen wird.

(F. P. S.)

Francis H. Sisson

Vizepräsident der New Yorker Guaranty Trust Company

Geld und Kapital

Intervalutarische Kurse

	Parität	Hamburg	Berlin	Amsterdam	Zürich
		19. 10.	19. 10.	19. 10.	19. 10.
Berlin.....	100 M	100,—	—	1,58	3,05
Wien.....	100 K neu.	85,—	10,—	9,80	0,18½
Budapest...	100 K	85,—	23,25	23,25	—
Prag.....	100 K	85,—	186,25	176,—	—
Amsterdam	100 fl	168,75	5845,—	5875,—	—
Kopenhagen	100 Kr	112,50	3262,50	3300,—	56,40
Stockholm...	100 Kr	112,50	3995,—	3980,—	67,90
Kristiania ..	100 Kr	112,50	2250,—	2260,—	38,25
Helsingfors.	100 FM	81,—	258,75	270,—	—
Zürich.....	100 fr	81,—	3220,—	3096,75	54,30
Madrid.....	100 Pesetas	81,—	2292,50	2125,—	38,95
Rom.....	100 Lire	81,—	675,—	660,—	11,50
Brüssel.....	100 fr	81,—	1215,—	1200,—	20,77½
Paris.....	100 fr	81,—	1225,—	1210,—	21,07½
London.....	1 £	20,43	673,25	670,—	11,50
New York ..	1 \$	4,20	172,50	175,75	2,94½
Buenos Aires	1 Peso P.	0,85	52,50	—	—
Rio de Janeiro	1 Milreis	1,36	20,50	—	—

	Wien	Prag	Paris	London	New York
	19. 10.	19. 10.	19. 10.	19. 10.	19. 10.
Berlin.....	100 M	1747,—	51,25	8,25	532,50
Wien.....	100 K	—	3,—	—	—
Amsterdam.	100 fl	10295,—	—	475,50	11,50½
Kopenhagen	100 Kr	57625,—	—	—	—
Zürich.....	100 fr	55775,—	—	257,75	21,27½
Paris.....	100 fr	21905,—	—	—	54,37½
London....	1 £	11790,—	—	54,63½	3,92½
New York..	1 \$	—	—	14,01½	3,92

* Die Notierungen in London werden angegeben in ausländ. Einheiten für 1 £

Abweichungen von der Münzparität in:

	Amsterd.	Zürich	Kopenh.	Stockh.	New York
	19. 10.	19. 10.	19. 10.	19. 10.	19. 10.
Reichsmark....	—97,33	—97,53	—96,40	—97,19	—97,47
Dt. österr. Krone	—99,64	—99,67	—	—	—
Französ. Frank..	—56,09	—61,40	—48,26	—56,94	—62,62
Pfund Sterling..	—5,04	—16,34	+12,39	—6,94	—19,37
Dollar.....	+18,27	+4,63	+38,75	+15,55	—

Londoner Notierungen überseeischer Kurse

11. 10.	18. 10.	11. 10.	13. 10.
Alexandrien, £: 97 $\frac{3}{8}$ Pst	97 $\frac{3}{8}$ Pst	Yokohama, Yen: 2 s 5 $\frac{9}{16}$ d—2 s 5 $\frac{3}{8}$ d	2 s 5 d
Bombay/Kalkutta, Rup.: 1 s 5 $\frac{1}{16}$ d—1 s 5 $\frac{1}{2}$ d	1 s 5 $\frac{1}{16}$ d—1 s 5 $\frac{1}{2}$ d	Montevideo T. T., \$: 43 d—43 $\frac{1}{2}$ d	41 $\frac{1}{2}$ d—42 d
Hongkong, \$: 2 s 11 d—3 s 0 $\frac{3}{4}$ d	2 s 10 $\frac{1}{2}$ d	Rio de Janeiro, Mil.: 8 $\frac{3}{4}$ d	8 $\frac{3}{4}$ d
Schanghai, Tael: 4 s 0 d—4 s 2 $\frac{1}{4}$ d	4 s 0 $\frac{1}{2}$ d	Buenos Aires T. T., \$: ... 46 $\frac{1}{2}$ d—46 $\frac{1}{4}$ d	44 $\frac{1}{2}$ d—45 d
Singapore, \$: ... 2 s 3 $\frac{1}{8}$ d—2 s 4 $\frac{1}{16}$ d	2 s 3 $\frac{3}{8}$ d	Valparaiso 90 T., £: 33,— \$	33,40 \$

Neugründungen und Kapitalserhöhungen von A.-G. im September 1921

Namen, Ort	Betrag in 1000 Mk.	Ausgabe- kurs in %	Namen, Ort	Betrag in 1000 Mk.	Ausgabe- kurs in %	Namen, Ort	Betrag in 1000 Mk.	Ausgabe- kurs in %
Land- und Forstwirtschaft			C. A. Lux A.-G., Ruhla	1000	100	R. Stock & Co., Spiralbohrer, Werkzeug- u. Maschinenfabr. A.-G., Berlin	14000	112
Neugründungen			Rheinhütte A.-G. für Metall- industrie, Duisburg	3000	108	Westdeutsche Automobil- A.-G., Dortmund	250	100
Forstprodukten A.-G., Rybnik	500	100	G. Schnitzer A.-G., Ludwigs- berg	1000	110	Fabriken f. Uhren, Feinmechanik, Optik usw.		
Erzbergwerke, Hüttenbetriebe			Stahl- u. Metallwaren-Export- A.-G., Elberfeld	2000	100	Neugründungen		
Kapitalserhöhungen			Vorweg & Lohmann A.-G., Plettenberg	750	110	L. O. Bittner A.-G.	1250	100
Metallgesellschaft A.-G., Frankf.	42000	100	Herm. Weißenburger & Cie. A.-G., Stuttgart	2200	2)	Kapitalserhöhungen		
Oberschles. Eisenb.-Bedarfs- A.-G., Gleiwitz	33000		Kapitalserhöhungen			Hydrometer, Breslauer Wass- ermesserfabrik, Breslau	1000	175
Warsteiner Gruben- u. Hütten- werke A.-G., Warstein	4000	105	Moll-Werke A.-G., Scharfen- stein	4000	3)	Phönix, A.-G. für Zahnbedarf, Berlin	2000	100
Kohlenbergbau			Rheinische Metallwaren- und Maschinenfabr., Düsseldorf	94250	120	Musikwerke, Musikinstrumente		
Neugründungen			Rhein. Stahlwerke, Duisburg- Meiderich	55000	4)	Neugründungen		
Süddeutsche Teerprodukten u. Brikettfabr. A.-G., Mannheim	100	100	Schmidt & Schroeder, Metall- werke A.-G., Köln	1000	200	H. Lentke A.-G., Leipzig ...	3500	100
Kapitalserhöhungen			Stahl- u. Walzwerk Hennigs- dorf A.-G., Berlin	49000	100	Kapitalserhöhungen		
Bergwitzer Braunkohlenwerke, Bergwitz	5000	V100	Südd. Metallwerke A.-G., München	2000	100	Baldur, Pianofortefabr. A.-G., Frankfurt	1500	108
Braunkohlen- und Chemische Industrie A.-G., Berlin	6250	115,5	Maschin.- u. Armaturenfabr., Eisengieß. usw.			Elektrotechnische Fabriken		
Torfwerke			Neugründungen			Neugründungen		
Kapitalserhöhungen			Bauchwitz-Pscherer A.-G., Leipzig	1600	100	Armit, Schallplatten A.-G., Berlin	6600	100
Deutsche Torfveredlungs A.-G. (früher Nordd. Industrie u. Handels A.-G.), Berlin	95	100	Eilenburger Motorenwerke, Eilenburg	3250	100	Draht- und Kabelwerk Rhein- land A.-G., Dortmund	500	100
Salz-, Kalibergbau, Salpeterwerk			Reform-Motorenfabrik A.-G., Behlitz-Ehrenberg	2000	100	Laurin & Sieber A.-G., Fabrik elektrotechnisch. Apparate, Mannheim	500	100
Kapitalserhöhungen			Max Schellenberg & Co. A.-G., Karlsruhe	4000	5)	Kapitalserhöhungen		
A.-G. Deutsche Kaliwerke, Bernterode	10000		Heinrich Sonnenberg A.-G., Düsseldorf	5000	100	A.-G. für elektrotechn. Unter- nehmungen, München	600	105
Petroleumindustrie			Südd. Schmirgelwerke A.-G., Memmingen	3000	100	J. von Schwarz A.-G., Nürnberg	13000	100
Kapitalserhöhungen			Tannus Schuhmaschinenfabr. A.-G., Oberursel	1500	110	Voigt & Haeffner A.-G., Frankfurt	20000	127
Petroleumraffinerie vorm. August Korff, Bremen	1500	100	Wuppertaler Maschinen- und Werkzeugindustrie A.-G., Elberfeld	1000	100	Elektrizitätswerke		
Marmor — Basalt — Schieferbrüche			Kapitalserhöhungen			Kapitalserhöhungen		
Neugründungen			Faber & Schleicher A.-G., Offenbach	2800	6)	Altenburger Landkraftwerke A.-G., Altenburg	3000	120
Süddeutsche Wetzsteinwerke A.-G., Ulm	1100	100	Horchwerke A.-G., Zwickau ..	8300	134	Ampèrwerke, Elektrizitäts- A.-G., München	10000	110
Zement-, Kalk-, Gips-, Mörtelwerke usw.			G. Kromschöder A.-G., Osnabrück	5000	7)	Kraftwerk Sachsen-Thüringen, Auma	4000	100
Neugründungen			Mannesmann-Mulag, Motoren u. Lastwagen A.-G., Aachen	10000	135	Fabriken für Chemikalien usw.		
Schugplatten- und Mauerstein- A.-G., München	800	1)	Maschinen- u. Kianbau A.-G., Düsseldorf	4000	168	Neugründungen		
Kapitalserhöhungen			Maschinenbauges. Karlsruhe, Karlsruhe	20000	8)	Chem. Fabrik M. Jacobi A.-G., Berlin	1500	100
Cementbau A.-G., Hannover ..	1000	100	Nordd. Waggonfabrik A.-G., Bremen	6000	120	Faerbolwerk A.-G., Fabr. chem. Artikel f. Schuh- u. Leder- behandlung, Düsseldorf ...	2000	100
Gogolin-Garaszder Kalk- und Cementwerke A.-G., Königs- Neudorf b. Oppeln	3000	V100	Paulsen & Co., Maschinen- u. Pflugbauwerke A.-G., Berlin	5000	100	Odisalla A.-G., Fab. f. medicin- chemisch-pharmazeutischen Bedarf, Berlin	600	100
Portland-Cementfabrik Blan- beuren Gebr. Spohn A.-G., Blanbeuren	2500	110	Pfälzische Nähmaschinen- und Fahrräderfabrik von Gebr. Kayser, Kaiserslautern ...	3000	100	Kapitalserhöhungen		
Portland-Cementfabrik Germa- nia A.-G., Hannover ...	2767	125	Gebr. Paensgen A.-G., Düssel- dorf	1500	125	Behringwerke A.-G., Bremen	500	V100
Rheinisch-Westfäl. Kalkwerke A.-G., Dornap	12000	100				Chem.-pharmazeutisch. Werke Bad Homburg A.-G., Bad Homburg	1000	115
Chamotte-, Tonwarenfabriken, Ziegeleien						Chem. Fabrik zu Schöningen, Schöningen	802	100
Kapitalserhöhungen						Gehe & Co. A.-G., Dresden	3000	V100
A.-G. Mönchberger Gewerk- schaft, Cassel	2000	100				Hermania A.-G. vorm. Königl. Preuß. chemische Fabrik, Schönebeck, Elbe	4000	108
Aktienziegeleien Frisia A.-G., Atens	492	110						
Glasfabriken, Spiegel								
Neugründungen								
Bartsch, Quilitz & Co., A.-G., Berlin	2000	100						
Metallverarbeitung								
Neugründungen								
Hager- & Weidmann A.-G., Berg. Gladbach	3000	100						

1) 550 000 Mk. zu 100 %, 250 000 Mk. zu 120 %. 2) 1200 000 Mk. zu 100 %, 1 000 000 Mk. V zu 103 $\frac{1}{2}$ %. 3) 3 Mill. Mk. zu 160 %, 1 Mill. Mk. V zu 110 %. 4) 12 Mill. Mk. zu 130 %, 43 Mill. Mk. zu 100 %. 5) 2500 000 Mk. zu 125 %, 1500 000 Mk. zu 114 %. 6) 1750 000 Mk. zu 130 %, 1050 000 Mk. zu 100 %. 7) 4500 000 Mk. zu 145 %, 500 000 Mk. V zu 100 %. 8) 17 Mill. Mk. zu 105 %, 3 Mill. Mk. V zu 100 %. V = Vorzugsaktie.

Namen, Ort	Betrag in 1000 Mk.	Ausgabe- kurs in %
Pulver-, Sprengstoff-, Zündwarenfabriken <i>Neugründungen</i>		
Deutsche Cahüctwerke A.G., Dresden	500	100
Öl-, Seifen-, Wachs- und Leimfabriken <i>Kapitalserhöhungen</i>		
Erste deutsche Dampfleber- tranfabrik Oskar Neynaber & Co. A.-G., Geestemünde	1500	115
Stettin. Ölwe. A.-G., Züllichau	3000	200
Wollspinnereien und Webereien <i>Neugründungen</i>		
Michelsohn & Ascher A.-G., Berlin	2500	100
<i>Kapitalserhöhungen</i>		
Nordd. Wollkammer. u. Kamm- garnspinner., Bremen	24775	9)
Voigtl. Carbonisiranst., Grün	650	100
Kammgarnspinnereien und -webereien <i>Kapitalserhöhungen</i>		
Augsburg. Kammgarnspinner., Augsburg	5900	100
Leinenindustrie <i>Kapitalserhöhungen</i>		
Kolb & Schüle A.-G., Kirchheim	600	100
Baumwollspinnereien- und -webereien <i>Kapitalserhöhungen</i>		
Grevener Baumwollspinnerei A.-G., Greven	1000	100
Mechan. Buntweber, Brennet, Stuttgart	4000	100
Mech. Weberei Niederorschel A.-G., Berlin	700	100
Neue Baumwollspinnerei- und -weberei, Hof	500	100
Gebr. Schröder, Greven	1100	100
Jutespinnereien und Webereien <i>Neugründungen</i>		
„Jutex“ A.-G. f. Jute- u. Textil- industrie, Frankfurt	2000	100
Seilerwaren-, Treibriemen-, Taufabriken <i>Kapitalserhöhungen</i>		
Mechan. Treibriemenweberei und Ledertreibriemenfabrik A.-G., Berlin	450	100
Verschied. Spezialfabriken d. Textilindustrie <i>Neugründungen</i>		
Bastfasernkontor A.-G., Berlin	10000	10)

Namen, Ort	Betrag in 1000 Mk.	Ausgabe- kurs in %
Gebr. Leffers A.-G., Meppen Morschel, Frank, Sachs A.-G., Chemnitz	26000	11)
Kapitalserhöhungen		
Deutsche Kolonialkapokwerke A.-G., Potsdam	500	100
Deutsche Webstoffwerk. A.-G., St. Andreasberg	1500	100
Elberfeld. Textilw., Elberfeld	50000	12)
Mechan. Weberei zu Linden, Hannover	15800	13)
Westd. Handelsgesellschaft A.-G., Köln	4400	100
Bleichereien und Färbereien <i>Kapitalserhöhungen</i>		
Eilenburg. Kattunmanufaktur A.-G., Eilenburg	300	100
Spitzen, Tülle, Gardinen <i>Kapitalserhöhungen</i>		
David Richter A.-G., Chemnitz	700	100
Tüllfabrik Mehlthener, A. G., Oberpirk	2000	140
Bekleidungsindustrie, Hüte, Schuhwaren <i>Neugründungen</i>		
Auerswald & Sauerbrunn A.-G., Löbnitz	3500	100
Carl Lucke, Schuhfab. A.-G., Erfurt	5000	100
Schuhfab. Kyrania A.-G., Kirn	1000	100
Papier-, Pappen-, Zellulosefabriken <i>Neugründungen</i>		
Geha A.-G., Hannover	300	100
Papierwarenfab. H. Weißling A.-G., Grimma-S.	3000	100
Schwarzenberg. Pressspanfab., A.-G., Schwarzenberg	2000	100
<i>Kapitalserhöhungen</i>		
A.-G. f. Pappfabrikat., Berlin	3000	100
Elsenthal, Holzstoff u. Papier- fabrik A.-G., Grafenau	1200	140
Fr. Halbach A.-G., Leer	1000	100
Mimosa A.-G., Dresden	1500	14)
München-Dachauer A.-G. für Maschinenpapierfabrikat., München	4160	15)
Natronzellstoff u. Papierfabri- kation A.-G., Berlin	13000	100

Namen, Ort	Betrag in 1000 Mk.	Ausgabe- kurs in %
Südd. Papier- u. Pappenfabr. (früh. Oberpfälzische) A. G., München	600	100
Lederindustrie <i>Neugründungen</i>		
Ledertuchfabrik Bernhard Maerker A.-G., Treuen	2000	100
<i>Kapitalserhöhungen</i>		
Adler & Oppenheimer A.-G., Berlin	48000	16)
Stader Lederfabr. A.-G., Stade	8000	110
Holzindustrie <i>Neugründungen</i>		
Hubertus, Säge- u. Hobelwerke A.-G., Lübben N.L.	3000	100
Aug. Opitz A.-G., Coswig ...	7000	100
Werkstätten Bernhard Stadler A.-G., Paderborn	2000	100
<i>Kapitalserhöhungen</i>		
Erzgebirg. Holzindustr. A.-G., Brand-Ebersdorf	2000	150
Gummiwarenindustrie, Linoleum <i>Kapitalserhöhungen</i>		
Nordd. Gummi- u. Guttapercha- warenfabr. A.-G., vorm. Fou- rabort & Reimann, Berlin ..	3000	17)
Veithwerke A.-G., Sandbach ..	4000	18)
Getreidemühlen, Brotfabriken <i>Kapitalserhöhungen</i>		
Mühle Rüningen A.-G., Braun- schweig	6000	100
Zuckerfabriken <i>Kapitalserhöhungen</i>		
Oberlausitz. Zuckerfabr. A.-G., Lobau	506	100
Rheinischer Actienverein für Zuckerfabrikation, Köln ...	11000	120
Zuckerfabrik zur Rast, Bad- deckenstedt	73	100
Zuckerraffin, Genthin, Genthin ..	5000	130
Bierbrauereien <i>Kapitalserhöhungen</i>		
Aktienbrauerei Fürth vorm. Gebr. Grüner, Fürth	750	115
Bautzener Brauerei u. Mälzerei A.-G., Bautzen	1450	19)
Bergschloßbrauerei A.-G., Neukölln	1000	100

9) 22 500 000 Mk. zu 120 %, 2 250 000 Mk. V zu 100 %. 10) 7 500 000 Mk. zu 114 %, 2 500 000 Mk. V zu 100 %. 11) 18 Mill. Mk. zu 100 %, 8 Mill. Mk. V zu 103 %. 12) 10 Mill. Mk. zu 100 %, 5 Mill. Mk. zu 101 %, 5 Mill. Mk. zu 100 %. 13) 10 800 000 Mk. zu 150 %, 5 Mill. Mk. V zu 100 %. 14) 1 250 000 Mk. zu 175 %, 250 000 Mk. V zu 100 %. 15) 4 Mill. Mk. zu 110 %, 160 000 Mk. V zu 103 %. 16) 46 Mill. Mk. zu 115 %, 2 Mill. Mk. zu 150 %. 17) 1 500 000 Mk. zu 115 %, 1 500 000 Mk. zu 140 %. 18) 3 500 000 Mk. zu 120 %, 500 000 Mk. V zu 100 %. 19) 1 250 000 Mk. zu 135 %, 200 000 Mk. V zu 100 %.

(Fortsetzung folgt.) Fab. Landau

Schifffahrt und Schiffbau

Deutschland

Erweiterung des Dampferdienstes Hamburg-Westindien. Die Hamburg-Amerika Linie wird ihren bisherigen Westindien-Mexiko-Dienst nach Habana, Vera Cruz und Tampico um eine weitere Westindienfahrt mit anschließendem direkten Westküstendienst durch den Panamakanal nach verschiedenen Häfen Zentralamerikas mit neu erbauten eigenen Schiffen erweitern. Die Abfahrten finden vorläufig einmal im Monat statt und zwar wird als erstes Schiff der Dampfer Antiochia, etwa 5560 Tonnen, am 15. 11. von Hamburg abgehen und folgende Häfen anlaufen: Curaçao (Maracaibo in Umladung), La Guayra, Pto. Cabello, Pto. Colombia (Barranquilla in Umladung), Cartagena, Port Limon, Colon, Panama, Corinto, Acajutla, San Jose de Guatemala, Champerico und zurück.

Hamburg-Westküste. Der Westküsten-Dienst nach Amerika der im Verband fahrenden Kosmos- und Roland-Linien hat neuerdings eine erhebliche Verbesserung durch Wiederaufnahme der Verbindung nach den Westküstenhäfen Zentralamerikas erfahren. Als erstes Schiff ist unter der Flagge der Kosmos der Dampfer „Murla“ am 15. 10. von Ham-

burg abgefertigt worden. Der Dienst wird darnach regelmäßig zunächst einmal monatlich weitergeführt und in kurzer Zeit bis nach San Francisco erweitert.

Ferner wird der Dienst der beiden Gesellschaften nach der Westküste Südamerikas vom 15. 11. an vierzehntägig ausgeführt werden gegenüber den bisherigen monatlichen Abfahrten. Die Kosmos-Gesellschaft hat außer zwei Frachtdampfern mit geringer Passagegelegenheit nunmehr auch wieder Dampfer mit reichlicher Passagiergelegenheit eingestellt, von denen der Doppelschraubendampfer „Nitokris“ bereits am 15. 9. mit ca. 50 Passagieren erster Klasse und 28 Passagieren dritter Klasse den Hamburger Hafen verlassen hat. Die Roland-Linie befördert auf ihren Frachtdampfern ebenfalls eine begrenzte Zahl von Passagieren.

Hamburg-Niederländisch-Indien. Mit dem am 1. 10. nach Colombo und Niederländisch-Indien expedierten neuen 9500 Tonnen ladenden Turbinendampfer „Halle“ der Deutsch-Australischen Dampfschiff-Gesellschaft ist eine Vermehrung der Abfahrten dieser Gesellschaft eingeleitet. Fortab werden von ihr im Zusammenarbeiten mit der Stoomvaart Maat-

schappij „Oceaan“ jede drei Wochen Abfahrten nach Niederländisch-Indien ausgeführt. Die Zwischenräume werden von den zwei weiteren am Dienst beteiligten holländischen Gesellschaften „Nederland“ und „Rotterdamser Lloyd“ ebenfalls mit dreiwöchentlichem Abstand ausgefüllt, so daß der gemeinsame Dienst der vier Gesellschaften nunmehr alle zehn Tage eine Abfahrt nach jener Gegend bietet. Neu aufgenommen in den Dienst der Austral-Linie ist das Anlaufen von Antwerpen, wodurch aber keine Verzögerung der Fahrt eintritt, da einerseits die Abfertigung in den Ladehäfen entsprechend beschleunigt wird und andererseits die Geschwindigkeit der modernen Schiffe (sie besitzen eine bei voller Beladung ausnützbare Geschwindigkeit von 13 Seemeilen die Stunde), die genaue Innehaltung des Fahrplanes gewährleistet. A. K.

Hamburg-Mexiko. Die französische Compagnie Générale Transatlantique hat unter dem Namen „North Pacific Line“ eine neue Frachtdampferlinie zwischen Deutschland und der mexikanischen Westküste unter Benützung des Panamakanals eingerichtet. Monatlich soll ein Dampfer dieser Linie Hamburg verlassen, unterwegs Antwerpen, Le Havre, Bordeaux, Santander und Bilbao (bei Bedarf) berühren; von mexikanischen Häfen der pazifischen Küste Salina Cruz, Acapulco (bei Bedarf), Manzanillo, Mazatlán und Guaymas anlaufen und von San Francisco (Kalifornien) an wieder die Rückreise antreten. Der erste dieser Dampfer soll am 20. 9. d. J. Bordeaux für Hamburg verlassen; er hat einen Rauminhalt von 8000 t. A. K.

England

Britisch-amerikanischer Ratenkrieg in der ägyptischen Baumwollenverschiffung. Der noch immer nicht beigelegte britisch-amerikanische Streit um die Verschiffung ägyptischer Baumwolle hat sich neuerdings wieder verschärft. Die „Times“ teilt mit, daß das Schiffsamt einen Ratenkrieg vorbereitet; die amerikanischen Schiffe würden für die Verschiffung von Baumwollensaat von Ägypten nach Großbritannien 1 s weniger quotieren als die britischen Schiffe und außerdem die Differenz zwischen den Versicherungsprämien, die für britische Schiffe niedriger seien, tragen. Die Kontroverse hat sich nach Darstellung englischer Zeitungen wie folgt entwickelt: Die ägyptischen Baumwollensachseure pflegten bisher mit den britischen Linien Jahreskontrakte über ihre Verschiffungen nach Großbritannien und den Vereinigten Staaten abzuschließen. Im vorigen Jahre trat der Vertreter des amerikanischen Schiffsamtes in Alexandrien an die britischen Linien mit der Forderung heran, die direkten Baumwollenverschiffungen nach den Vereinigten Staaten den Schiffen des Schiffsamtes zu übertragen. Die britischen Linien waren umso weniger geneigt, diesem Ersuchen zu entsprechen, als ihr Kontrakt noch bis zum 31. 8. 21 lief. Als es sich dann im März dieses Jahres darum handelte, den bisherigen Kontrakt in einen neuen mit erheblich geringeren Frachtraten umzuwandeln, holten die Verladere sowohl von den britischen Linien wie von der Vertretung des Schiffsamtes Angebote ein, entschieden sich dann aber für Annahme des britischen Angebots, obwohl das amerikanische für die Verschiffungen nach Großbritannien 5 s weniger berechnete. Die aus diesem Wettbewerb als Sieger hervorgegangenen britischen Linien zeigten sich jedoch bereit, einen Teil der direkten Verschiffungen nach den Vereinigten Staaten an die amerikanischen Schiffe abzutreten und machten dem Londoner Vertreter des Schiffsamtes einen entsprechenden Vorschlag.

Während der Verhandlungen über dieses Anerbieten kündigte der amerikanische Konsul in Alexandrien den britischen Linien an, daß gegen ihre Schiffe in amerikanischen Häfen die Bestimmungen der Jones Akte angewandt werden würden, falls sie jenen Kontrakt ausführen würden. Der Kontrakt sei dem Verladere durch die Drohung, ihnen gewisse bei Verschiffungen nach Großbritannien eingeräumten Vergünstigungen zu entziehen, abgezwungen worden, also auf unfaire Weise erlangt.

Der Vertreter des Schiffsamtes in London forderte nun von den britischen Linien, daß eine Untersuchung angestellt würde und daß man bis zu einem gewissen Zeitpunkt zu einer Verständigung gelangen müsse; andernfalls würde das Schiffsamt diejenigen Maßnahmen treffen, die es für nötig erachtete. In der Konferenz, die darauf zustande kam, forderte das Schiffsamt auch 50 % der indirekten (also via britische Häfen) nach den Vereinigten Staaten gehenden Baumwollentransporte. Die Verhandlungen wurden nicht zu Ende geführt, sie wurden vor einigen Tagen auf Weisung von Washington von den Amerikanern abgebrochen.

So droht jetzt den britischen Linien die Gefahr, daß ihre Schiffe, wenn sie Fracht von einem unter britischer Oberhoheit stehenden Lande nach den Vereinigten Staaten bringen wollen, hier nicht zugelassen werden. Die Amerikaner scheinen nach Abbruch der Verhandlungen einen Ratenkrieg herbeiführen zu wollen, denn Meldungen aus Alexandrien zufolge bieten dort die amerikanischen Schiffe für jederlei Fracht nach Großbritannien herabgesetzte Raten an. A. K.

Dänemark

Der dänische Reederverband schlägt vor, einen gewissen Prozentsatz des skandinavischen Schiffsraums für Ost- und Nordseefahrt aufzulegen. Die Hoffnung auf eine Besserung des Frachtenmarktes, die die skandinavischen Reeder in den letzten Monaten veranlaßt hatte, einen Teil ihrer aufgelegten Schiffe wieder in Fahrt zu setzen, hat sich nicht erfüllt. Man wird in Kürze genötigt sein, die Schiffe wieder still zu legen. Der dänische Reederverband hat angesichts dieser Situation den alten Vorschlag eines planmäßigen Auflegens von Schiffsraum wieder aufgenommen. Er hat sich an die Vereinigung der norwegischen Reeder mit einem Schreiben gewandt, das die Notwendigkeit eines Übereinkommens der skandinavischen Reeder über diesen Vorschlag betont. Es wird empfohlen, daß sich die Reederverbände der drei nordischen Länder verpflichten, einen gewissen Prozentsatz desjenigen Teils ihres Schiffsraumes, der in der Nord- und Ostseefahrt beschäftigt ist, still zu legen und außer Fahrt zu halten, bis der Ratenstand sich soweit gehoben hat, daß wieder ein Nutzen zu erwarten ist. Daß der Durchführung des Vorschlages zahlreiche Schwierigkeiten entgegenstehen, wird von den dänischen Reedern nicht verkannt, sie glauben aber, daß die Widerstände durch festes und vertragstreues Zusammenhalten der skandinavischen Schiffseigner zu überwinden sind. A. K.

Vereinigte Staaten

Ab Mitte Oktober nur noch 350 Schiffe des Schiffsamtes in Fahrt. Von den 1400 stählernen Dampfern des Schiffsamtes waren, als Lasker die Leitung des Amtes übernahm, noch etwa 700 in Fahrt, gegenwärtig sind noch etwa 400 in Tätigkeit, ab Mitte Oktober werden es nur noch 350 sein. Unrentable Linien sollen weiter aufgegeben und die Zahl der die Regierungsschiffe verwaltenden Operators noch mehr eingeschränkt werden. Die Absicht des Amtes geht dahin, für jede Fahrtroute nur einen Operator zu haben.

Das Schiffsamt hat jetzt zum ersten Male zwei seiner Schiffe von je 9600 t dw auf Grund der neuen bare boat charter an die Pacific Steamship Co. verchartert. Die Charterbedingungen sind noch nicht bekanntgegeben. A. K.

Wettbewerbsfähigkeit der amerikanischen Schiffe. Über die Verschiedenheit der Betriebskosten amerikanischer und nicht amerikanischer Schiffe hat der Vizepräsident der Kerr Steamship Co., Mr. John J. Sharpe, eine interessante Untersuchung angestellt, deren Ergebnisse er jetzt veröffentlicht. Sie sollen selbstverständlich den Nachweis erbringen, daß die amerikanischen Schiffe, insbesondere die Regierungsschiffe, mit denen fremder Flaggen nicht konkurrieren können, wenn nicht der Staat ihnen erhebliche direkte oder indirekte Unterstützung zuteil werden läßt. Er legt seiner Berechnung einen Frachtdampfer von 8000 Tonnen Tragfähigkeit zugrunde. Die täglichen Betriebskosten eines solchen Schiffes (Abschreibung, Zinsen, Assekuranz, Proviant, Ausrüstung und alle gewöhnlichen Betriebskosten, ausschließlich Brennstoff) stellen sich nach seiner Untersuchung für die verschiedenen Flaggen wie folgt:

Flagge	Tägl. Unk. in %	Flagge	Tägl. Unk. in %
Amerikanische	500 \$ 100	Japanische	275 \$ 55
Französische	400 „ 80	Spanische	200 „ 40
Britische	360 „ 72	Deutsche	150 „ 30
Norwegische	300 „ 60		

Wie sehr z. B. die höheren Assekuranzkosten zum Nachteil der amerikanischen Schiffe ins Gewicht fallen, weist er an einem 7800-Tonnen-Frachtdampfer nach. Die Prämie stellte sich auf Grund eines Schiffspreises von 175 \$ pro t dw (Bewertung des Schiffsamtes) für den Dampfer auf 100,42 \$ pro Tag. Fremde Reeder brauchten nur eine Prämie auf einer Schiffspreisbasis von 50 \$ pro t dw zu zahlen. Es sei auch kein Ausgleich dadurch geschaffen, daß die amerikanischen Regierungsschiffe nur eine Assekuranzprämie von 2 1/2 % zu zahlen hätten, während fremde Flaggen 5 % zahlen müßten. Selbst wenn dies so sei, wäre doch der Unterschied noch so

beträchtlich zum Nachteil der amerikanischen Schiffe, daß insbesondere bei der gegenwärtigen Lage des Schifffahrtsmarktes der Erfolg oder Mißerfolg allein durch die Differenz in den Assekuranzkosten bestimmt werden könnte. A. K.

Erhöhte Tonnagegelder und Zollzuschläge für fremde Schiffe des „indirekten“ Verkehrs. Laskers Absicht, diejenigen fremden Schiffe, die zwischen den Häfen eines anderen fremden Landes und den Vereinigten Staaten verkehren, mit höheren Tonnagegeldern und Zollzuschlägen zu belasten, ist, wie die „Nautical Gazette“ darlegt, nichts als ein Versuch, die Schwierigkeiten der rücksichtslosen Durchführung der Merchant Marine Act zu umgehen. Sollen die beiden in Betracht kommenden Sektionen 28 (Preferential-Eisenbahnraten) und 34 (Handelsverträge) restlos durchgeführt werden, so ist die Kündigung von 29 Handelsverträgen mit 24 verschiedenen Staaten nötig. Während des Zeitraums zwischen Kündigung und Ablauf des Vertrages würde außerdem der bisherige Zustand noch andauern. Das Schifffahrtsamt sucht diese Schwierigkeiten zu umgehen, indem es einen Unterschied zwischen direkten und indirekten Verkehr macht, je nachdem die Schiffe von Häfen ihres oder eines anderen Landes kommen oder dahin gehen. Für den Fall, daß die fremden Länder sich zu Vergeltungsmaßnahmen entschließen, und den „indirekten“ Verkehr der amerikanischen Schiffe nachteilig behandeln würden, wäre der Schaden für die amerikanische Schifffahrt nicht allzu groß, da die amerikanischen Schiffe mit den fremden Ländern durchweg direkt verkehren. Würden aber die fremden Länder mit ihren Vergeltungsmaßnahmen darüber hinausgehen, würde z. B. Großbritannien, wie es „Fairplay“ angedroht hat, in dem Augenblick, in dem Amerika die in englischen Schiffen beförderten Waren schlechter stellt, die amerikanische Flagge in allen englischen Häfen überall in der Welt nachteilig behandeln, so würde der amerikanischen Schifffahrt schwerer Schaden zugefügt werden, denn etwa zwei Fünftel des nach Übersee auskларierenden amerikanischen Schiffsraums geht nach britischen Häfen. „Nautical Gazette“ nennt die Merchant Marine Act ein „zweischneidiges Schwert“ und warnt im Hinblick auf die Washingtoner Conference vor einer Schifffahrtspolitik, die im Ausland die größten Befürchtungen hervorrufen müßten. A. K.

Reeder und Schiffbauer wollen die Durchführung der Merchant Marine Act erzwingen. Auf einer Zusammenkunft von Vertretern der American Ship Owners' Association, des Council of American Shipbuilders und der U. S. Ship Operators' Association wurde beschlossen, eine gemeinsame Aktion zur Durchführung der Merchant Marine Act einzuleiten. Ein Komitee zur Ausarbeitung der Richtlinien dieser Politik wurde gewählt. Besonders soll die Einführung von Preferential-Eisenbahnraten sowohl für Fracht wie für Passagiere, die mit amerikanischen Schiffen befördert werden (Section 28) angestrebt werden. Nachdrücklich soll auch auf Ausführung der Section 34 gedrungen werden, die die Aufhebung aller Handelsverträge vorsieht, durch die die Vereinigten Staaten gehindert werden, fremden Schiffen erhöhte Tonnageabgaben und Zollzuschläge aufzuerlegen. Die Versammlung war der Ansicht, daß die drei Elemente der amerikanischen Handelschifffahrt, die Reeder, die Operators (Verwalter der Regierungsschiffe) und die Schiffbauer, künftig fest zusammenstehen müßten, um die Entwicklung der amerikanischen Handelsflotte zu sichern.

Gegen diese Bestrebungen nimmt das New Yorker Journal of Commerce scharf Stellung. Es weist darauf hin, daß die geforderte Kündigung aller Handelsverträge — denn nahezu alle Verträge verbieten die nachteilige Behandlung der Flagge des Vertragspartners — die Vereinigten Staaten isolieren müsse. In den neuen Verträgen, die die Vereinigten Staaten schließen würden, würden sie den anderen Völkern das gleiche Recht, die fremden Flaggen nachteilig zu behandeln, zugestehen müssen und die Folge würde der allseitige Handelskrieg sein. Die Forderung von Preferentialraten liefe auf die gleiche Politik, gegen die die Vereinigten Staaten früher protestiert hatten, als Deutschland sie anwandte. Das Journal of Commerce erkennt die Unhaltbarkeit des jetzigen Zustandes an, daß nämlich Amerika unter seinen Gesetzen eins habe, das nur zur Hälfte in Kraft getreten sei. Der Kongreß solle deshalb das Gesetz unverzüglich einer Revision unterziehen und jene unausführbaren Teile annullieren. Die Aktion der Schifffahrtsinteressenten würde dazu beitragen, den Zeitpunkt näher

zu rücken, wo der Kongreß sich im Interesse der kommerziellen Existenz des Landes mit der Ausschaltung jener gefährlichen Bestimmungen beschäftigen müsse. A. K.

Ansichten führender Schifffahrtsgesellschaften über das amerikanische Einwanderungsgesetz. Auf eine Umfrage der „Nautical Gazette“ äußerten sich die New Yorker Vertreter einiger führenden Schifffahrtsgesellschaften über die Schwierigkeiten des neuen Einwanderungsgesetzes wie folgt:

International Mercantile Marine Co. (Mr. Lindsay): „Das neue Gesetz hat die Einwanderung derart beschränkt, daß in den ersten acht Monaten dieses Jahres die Zahl der ausgehenden Zwischendecker die der einkommenden um 8800 übersteigt. Nach November wird die dritte Klasse auf amerikanischen und fremden Schiffen fast leer fahren. Keine transatlantische Linie kann ihren Dienst aufrecht erhalten, wenn ihre Schiffe nicht ausgehend wie heimkehrend eine angemessene Zahl von Passagieren befördern. Alle Quoten, außer der britischen, russischen und deutschen werden nach Ende November geschlossen sein. Polen, Jugoslawen, Ungarn, Spanier, Griechen, Perser usw. werden nicht mehr zugelassen. Alle namhaften Schifffahrtsgesellschaften bemühen sich gegenwärtig, sich innerhalb der Quoten zu halten und haben eine große Organisation für diesen Zweck in Tätigkeit. Aber selbst mit bestem Willen ist es schwer, den Anforderungen des Gesetzes zu entsprechen. Jetzt, wo man alle Anstrengungen macht, eine amerikanische Handelsschifffahrt aufzubauen, müssen Hunderte von Schiffen aus Mangel an Beschäftigung stilliegen. Die fortgesetzte Verminderung des Personenverkehrs wird eine schlimme Wirkung auf die Passagierdienste unter amerikanischer Flagge haben. Darauf sollte der Kongreß achten, wenn er an die Revision des jetzigen Gesetzes geht.“

Cunard Line (H. P. Borer): „Wenn die Quoten gezählt würden von der Zeit der Einschiffung anstatt von der der Ankunft, so wäre es möglich, die Kontrolle zu behalten. So wie die Dinge jetzt liegen, ist es für eine Schifffahrtsgesellschaft sehr schwer, die Zeit der Ankunft ihrer Schiffe so abzumessen, daß ihre Zwischendeckspassagiere noch unter die Quote fallen. Rechnet man die Quoten von der Einschiffung anstatt von der Ankunft, so könnten wir uns innerhalb der Höchstzahl halten und das Risiko des Rücktransportes vermeiden. Während manche Quoten nach November geschlossen werden, sind andere noch sehr weit von der Erreichung ihrer Höchstziffer entfernt. Großbritannien kann zurzeit noch 21 000, Rußland 10 000, Schweden 6200, Deutschland 25 000, Italien 4500, Norwegen 39 000, Dänemark 1500, Frankreich 1400 senden. Sind diese Mengen befördert, so wird die Auswandererbeförderung aufhören.“

Compagnie Générale Transatlantique (A. T. Henderson): „Würde man die Auswanderer prüfen und auswählen vor der Einschiffung, so würden die Schwierigkeiten des neuen Gesetzes vermieden. Die Nordatlantische Konferenz, zu der alle namhaften Schifffahrtsgesellschaften gehörten, ist bestrebt gewesen, den Verkehr den Forderungen des Gesetzes anzupassen. Es hat sich aber als unmöglich erwiesen, die Rückbeförderung zu vermeiden.“

United American Lines (E. Lederer): „Der Vorschlag, die Quoten vom Datum der Einschiffung anstatt der Ankunft zu wählen, ist ausgezeichnet. Dadurch würden die Schifffahrtsgesellschaften eine sichere Kontrolle erlangen. Gegenwärtig muß jeder Dampfer mit der Möglichkeit rechnen, daß er, durch schlechtes Wetter oder andere Ursachen aufgehalten, den Bestimmungshafen nach Schluß der Quoten erreicht und dann manche Fahrgäste zurückbefördern und allerlei Vorwürfe erleiden muß. Die Linien arbeiten drüben einträchtig zusammen und bemühen sich durch ihre Passagierlisten, den Verkehr zu kontrollieren. Auch die Konsulate sind angewiesen worden, nicht mehr Pässe zu visieren, als die Vorschriften erlauben. Nur die Einwanderungsbehörden lassen humane Gesichtspunkte gelten und zeigen viel Längmut. Die durch den Abgeordneten Johnson eingebrachte Bill, die Einwanderungsinspektoren in den Einschiffungshäfen stationieren will, sollte ohne Verzug angenommen werden, da sie einen guten Teil der jetzigen Schwierigkeiten beseitigen würde. Wie andere Reedereivertreter auch, halte ich eine unbeschränkte Einwanderung für richtig mit dem Vorbehalt, daß eine sorgfältige Prüfung schon drüben angestellt wird und nur solche Personen zugelassen werden, die für das Land von Wert sind.“ A. K.